



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 18 au 29 mai 2015

Date du document: 9 juin 2015

No. du Projet: 1100001590

No. du rapport: 3785-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du projet	5
E. Aspects fiduciaires	20
F. Durabilité	24
G. Autres aspects	25
H. Conclusion	26

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	29
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 30 avril 2015)	33
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	37
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI) ⁴³	
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	53
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 15/05/2015	57
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	59

Sigles et acronymes

ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANO	Avis de Non Objection
ANOPACI	Association Nationale des Organisations Agricoles de Côte d'Ivoire
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
BVP	Bureau de Vente des Produits Agricoles
CCR	Cadre de Concertation Régional
CIDR	Centre International de Développement Rural
CNRA	Centre National de Recherche Agricole
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation
COJO	Commission d'Ouverture et de Jugement des Offres
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COSOP	Country Strategic Opportunities Paper
CRC	Cadre Régional de Concertation
CRSP	Comité Régional de Sélection des Projets
CVA	Comité Villageois d'Alphabétisation
CVC	Comité Villageois de Commercialisation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DANO	Demande d'Avis de Non Objection
DEP	Direction de l'Evaluation et des Projets
DDP	Direction de la Dette Publique
DGPPS	Direction Générale de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DMP	Direction des Marchés Publics
DPPF	Direction de la Programmation, de la Planification et du Financement
DRA/DDA	Direction Régionale/Départementale de l'Agriculture
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	Etat Certifié de Dépenses
ESOP	Entreprise de Services aux Organisations Paysannes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MPMB	Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget
MPMEF	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture

ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACIL	Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales
PDRZ	Projet de Développement Rural du Zanzan
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPMS	Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes
PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PSR	Project Status Report
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
RMP	Revue à Mi-Parcours
RONGEAD	Réseau Non-Gouvernemental Européen sur l'Agroalimentaire, le Commerce, l'Environnement et le Développement
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SIM	Systèmes d'Informations sur les Marchés
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UCP	Unité de Coordination du Projet
UMTTS	Unités Mobiles de Triage et de Traitement de Semences
USD	Dollar des États Unis
WAAPP	West Africa Agricultural Productivity Program

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a séjourné en Côte d'Ivoire du 18 au 29 mai 2015 dans le cadre d'une supervision du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) menée conjointement avec le Ministère de l'Agriculture (MINAGRI) et le Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances (MPMEF). Cette mission avait pour objectifs principaux :

- d'évaluer la performance globale du projet et son impact depuis son démarrage en décembre 2012;
- d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable;
- de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le Programme de Travail et Budget (PTBA) de 2015 par composante, aussi bien au niveau physique que financier;
- d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de décembre 2014;
- de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services;
- d'analyser, avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués et/ou qui seront impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées;
- d'analyser et examiner l'état d'avancement de la préparation du manuel des opérations / manuel de procédures de financement des microprojets;
- de réactualiser la fiche de l'état d'avancement du projet «Project Status Report – PSR».

2. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM a passé en revue l'état d'exécution globale du projet au regard des indicateurs préfixés ainsi que des activités prévues dans le PTBA 2015.

3. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) tout au long de son séjour à Abidjan et Bouaké. Au niveau institutionnel, la mission a eu des échanges au MINAGRI avec le Directeur Général de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS).

4. A Abidjan, en plus de la séance de briefing avec les Ministères en charge de l'agriculture (DGPPS-DPPF-Direction de la Programmation, de la Planification et du Financement -DEP), la mission a eu des entretiens avec l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR) sur les aspects relatifs aux fonds de roulement pour les mini-rizeries et au transfert de la gestion des Unités Mobiles de Triage et de Traitement de Semences (UMTTS) aux associations de producteurs ainsi qu'avec l'Association Nationale des Organisations Agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI), le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) ainsi qu'avec le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

5. Les visites de terrain ont couvert les zones de Dabakala, Katiola et Béoumi, tel que détaillé ci-après:

- A **Dabakala**, les activités de la mission ont comporté: (i) la visite des aménagements hydro-agricoles de Segbonon (financés par le PROPACOM) en cours de réhabilitation (principalement le curage de 10 kms de canaux/ drains primaires et secondaires) et (ii) une discussion avec les groupements de producteurs des trois villages de Kongobanadougou (43 membres dont 12 femmes), Tagbonon (83 personnes dont 12 femmes et 72% de jeunes) et Dabakala (77

¹ Composition de la mission: La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Cheikh Tidiane Sarr, Chef de mission technique et Spécialiste en production et génie rural, (iii) Mme Silvia Mancini, Chargée des finances FIDA, (iv) Mme Odile Sarassoro, Point Focal du FIDA en Côte d'Ivoire et Spécialiste des aspects institutionnels et Mlle Mariama Diallo, Stagiaire au FIDA. Le Gouvernement ivoirien était représenté par : (a) Mme Chantal Dongo, Chef de service à la DEP (Direction de l'Evaluation et des Projets) au MINAGRI et (b) Mr. Grégoire Zopoh, Chef de service à la Direction de la Dette Publique (DDP) au sein de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) au MPMEF.

membres dont 25 femmes) qui exploitent ce périmètre rizicole couvrant 114 hectares sur un potentiel de 150 ha;

- A **Katiola**, la mission a visité le village de Kanangonon, où elle s'est entretenue avec la coopérative de producteurs de Wolkanion de Fronan produisant essentiellement du maïs sur environ 630 hectares;
- A **Béouni**, plus précisément à Gbangaoukpli: la mission a rencontré le Comité Villageois d'Alphabétisation (CVA) et les 31 bénéficiaires de l'appui du projet en matière d'alphabétisation;
- A **Bouaké**, en plus des réunions avec l'UCP, la mission a eu des entretiens avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) pour son appui à la restructuration des Organisations Paysannes (OP) ainsi qu'avec les fournisseurs d'Appui-Conseil (Mont Horeb et Delonix) et le BVP (Bureau des Ventes de Produits Agricoles). De même la mission a eu des réunions fructueuses avec la Direction Régionale des Marchés Publics (DRMP) et le Préfet de Région à propos de l'accélération des procédures de passation des marchés.

6. Durant son séjour, la mission a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP portant sur: i) l'état d'avancement du PTBA 2015 ; ii) la qualité de la gestion administrative et comptable des projets du FIDA ; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de décembre 2014; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre du projet.

7. A la fin de la mission, une réunion de restitution de l'Aide-mémoire incluant les principales conclusions a été organisée le 28 mai 2015 sous la présidence du Directeur Général de la DGPPS. Le présent rapport de supervision fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du MINAGRI (tutelle technique du projet), du Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget (MPMB) et du MPMEF (Représentant du Bénéficiaire), ainsi que ceux de l'UCP.

8. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet ainsi que le système des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

9. L'Accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 15/12/2012 à Bouaké. Le projet comporte trois composantes dont deux composantes techniques: i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles et ii) Valorisation et mise en marché, et un dispositif de Coordination-Gestion et Suivi-Evaluation. Dans la zone d'intervention, il cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué/inondé, maïs et cultures maraîchères.

10. Le PROPACOM est à sa quatrième année de mise en œuvre. Le taux de réalisation physique global depuis le début de l'exécution du projet est de 32,56% avec respectivement des taux de 17,91%; 4,71% et 9,94% pour les composantes: «amélioration de l'offre de produits agricoles», «valorisation et mise en marché», et «coordination et gestion».

11. Il ressort de l'analyse des réalisations financières cumulées du PROPACOM qu'à mi-parcours de la mise en œuvre du projet, le taux de d'exécution financière global au 30/04/2015 est de **26,32%**. Ce taux d'exécution financière cache cependant des disparités importantes entre les composantes. En effet, la composante «amélioration de l'offre de produits agricoles» affiche un taux de 38,81%; celle de la composante «valorisation et mise en marché» 7,80% et la composante «coordination et gestion» présente un taux de 48,86%.

12. Pour le PTBA 2015, les taux d'exécution physique et financière sont respectivement de 5,78% et 10,21%.

13. La stratégie de mise en œuvre du PROPACOM est basée sur les demandes traduites en microprojets formulés par les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). Ainsi, au titre de l'appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles, la plupart des activités prévues dans le PTBA 2015 concerne l'exécution des microprojets de production directe de maïs, la réalisation d'études techniques et le démarrage des travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles destinés à la production rizicole ou maraîchère.

C. Produits et effets

Composante «Appui à l'amélioration de l'offre de produits»

14. Globalement, le processus de passation des marchés (y compris la planification anticipée) continue de retarder l'exécution des activités à travers des lourdeurs et entraves (analyse, numérotation et approbation) qui n'ont pas permis de respecter les délais réglementaires. C'est pour éviter de telles déconvenues dans le futur que la mission s'est longuement entretenue avec, d'une part, le préfet de Région et, d'autre part, la DRMP. La DRMP a demandé à être informée régulièrement de tout ce qui a trait à la passation des marchés (Plan de Passation des Marchés-PPM, lettre d'ordre de démarrage des travaux, lettres de mise en demeure des fournisseurs et entrepreneurs défaillants, rapports de supervision, etc.) en vue de lui permettre de mieux jouer son rôle dans la passation des marchés. La mission a réitéré sa recommandation de voir se tenir des réunions régulières entre l'UCP et la DRMP.

15. En outre, le retard dans le recrutement du personnel additionnel du Programme PROPACOM (11 cadres, non compris le personnel des antennes de Man et Séguéla non encore fonctionnelles nécessitant 10 cadres) a fortement perturbé l'élaboration des dossiers relatifs aux marchés. La mission a convenu avec la DGPPS et l'UCP de finaliser le plus tôt possible le processus de recrutement afin que le personnel additionnel soit en place avant le lancement du PROPACOM Ouest prévu entre juillet et septembre 2015.

16. D'autre part, pour les marchés approuvés et en cours d'exécution relatifs aux travaux, aux fournitures et aux études techniques, il est apparu des défaillances au niveau des prestataires (mobilisation du personnel, équipements insuffisants ou en panne etc.).

17. Pour toutes ces raisons, dans l'ensemble, les études techniques préalables et les chantiers d'aménagements/réhabilitation des sites démarrés accusent un retard inquiétant. Cette situation risque de compromettre l'atteinte des objectifs de 2015 de production de riz sur 888 ha. La mission est d'avis qu'en attendant le recrutement effectif des cadres additionnels, l'UCP doit, tel que recommandé par les précédentes missions, faire appel à des consultants de courte durée pour aider par exemple dans la préparation des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et l'analyse des offres, supervision des chantiers etc. Cela permettra aux cadres de l'UCP en charge de la production agricole et des aménagements et infrastructures de faire plus de missions de terrain pour un contrôle très serré des activités des entreprises adjudicataires et des ingénieurs conseils qui supervisent les travaux.

18. En ce qui concerne la production de maïs, les dispositions prises ont déjà permis de passer les commandes d'intrants pour les distribuer à bonne date et apporter l'appui-conseil aux exploitants. La production portera sur 570 ha pour une quantité de 1 140 tonnes de maïs avec un rendement moyen de 2T/ha.

19. Concernant la production maraîchère, les travaux d'aménagement de 15,6 ha sous système d'irrigation goutte à goutte ont démarré en mai 2015. L'UCP doit prendre toutes les dispositions pour permettre aux OPA concernées de réaliser la production de contre-saison prévue à partir de décembre 2015. Toutefois, la mission a été informée de quelques difficultés sur le site de Nondara (Boundiali) sur lequel plusieurs projets du MINAGRI sont susceptibles d'intervenir. A ce titre, la mission recommande que le Ministère organise une réunion de concertation entre les projets concernés dans le but de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties.

Composante «Valorisation et mise en marché des produits»

20. **Les résultats de l'étude sur les besoins en services financiers des OPA** indiquent que leurs principaux besoins de financement ont trait à l'acquisition de matériel roulant, d'équipements et autre outillage, à l'achat d'intrants ainsi qu'à la commercialisation de leurs produits. L'étude a confirmé l'intérêt et la pertinence du crédit warrantage dans les filières telles que le riz, le maïs et l'oignon, étant donné les fluctuations saisonnières importantes dans les prix de ces denrées. Ce produit sera d'ailleurs complémentaire aux actions du projet visant la construction de magasins de stockage pour les OPA. Il en va de même pour le crédit équipement (leasing) qui permettra de responsabiliser les OPA dans la gestion et l'entretien des équipements mis à leur disposition par le projet.
21. Avec le recrutement du Spécialiste en finances rurales, l'UCP va promouvoir ces résultats pour la prise en compte des besoins des OPA et des exploitants en services financiers.
22. **Dans le domaine de la transformation des produits vivriers**, le processus d'acquisition des équipements a été initié en 2014. Pour les appels d'offres qui ont abouti, la livraison des équipements et des matériels (5 moulins, 1 décortiqueuse et 390 palettes) est en cours. La contribution des OPA bénéficiaires comprend la construction d'abris pour ces équipements.
23. Pour 2015, les DAO pour satisfaire les demandes consolidées d'équipements (24 égreneuses de maïs, 58 bascules, 2 décortiqueuses, 3 moulins, 1 232 palettes, etc.) sont en retard. En l'absence des Chargés de transformation-commercialisation en cours de recrutement, il est recommandé de recourir à des consultants à court terme pour accélérer la gestion de ces dossiers.
24. Les travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou ont démarré début mai 2015. Pour Katiola, Ferké et Korhogo, un appui complémentaire visant à consolider les 3 Entreprises de Services aux Organisations Paysannes (ESOP) déjà créées a été conclu avec le prestataire dont les services vont se poursuivre jusqu'à la fin de 2015. La mise en place d'un fonds de roulement demeure la priorité de cet appui. Une rencontre entre la mission et les directions de l'ONDR et de la DGPPS a permis de préciser qu'un arrêté d'intégration est dans le circuit d'approbation et l'ONDR s'engage à mettre la somme de 75 millions à la disposition des 3 mini-rizeries dès la signature dudit arrêté.
25. **Dans le domaine des infrastructures marchandes**, la construction de deux bâtiments de mini-rizeries (Tabako et Béoumi), six magasins, un centre de groupage pour produits maraîchers est en phase de démarrage. Le démarrage des travaux a été retardé par l'UCP pour permettre aux OPA de produire les documents de sécurité foncière au plus tard en fin juin 2015.
26. **En ce qui concerne l'appui à la commercialisation**, pour 2015, les actions prévues visent à favoriser les ventes groupées et à promouvoir des relations commerciales entre les acteurs de la filière maïs. A cet effet, il est prévu la mise en place de plateformes regroupant les principaux acteurs de la chaîne de valeur des filières visées (riz, maïs, cultures maraîchères). Ces plateformes faciliteront le dialogue et les échanges commerciaux entre tous les acteurs concernés.
27. **Concernant la professionnalisation des OPA**. Les activités d'appui à la structuration et à la gestion des 114 OPA sélectionnées en 2013 ont démarré entre décembre 2014 et janvier 2015 pour une durée de 12 mois d'appui à chaque OPA. Les résultats de l'étude diagnostic des OPA de la zone du projet vont être progressivement intégrés dans les modules d'appui-accompagnement pour permettre aux OPA d'évoluer selon leur niveau de maturité.
28. **Au titre de la coordination-gestion et du suivi-évaluation**, le recrutement du personnel complémentaire a pris du retard. Cette situation a fortement handicapé l'UCP et les antennes sur la période (décembre 2014 à mai 2015). Un avenant au contrat du cabinet qui assiste le MINAGRI dans le processus de recrutement est en cours de signature. De même, les démarches (notamment une lettre adressée au Ministère des Finances) pour la création de la régie et la nomination du régisseur des antennes de Bouaké sont en cours.
29. Dans l'optique de mettre en harmonie l'exécution du PROPACOM et du PROPACOM Ouest sous forme de Programme, l'actualisation des manuels de base est en cours. Il s'agit du manuel de procédures administratives, comptables et financières; du manuel des procédures de financement

des microprojets, du manuel des procédures du système de suivi-évaluation et du manuel d'exécution (ou des opérations). Ces manuels seront disponibles à la fin du mois de juin 2015.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue d'accélérer les procédures de passation des marchés	Coordo	Immédiat et continu
Finaliser le plus tôt possible le processus de recrutement du personnel additionnel du projet afin qu'il soit en place avant le lancement du PROPACOM Ouest prévu entre juillet et septembre 2015	DGPPS/ Coordo	Avant fin juillet 2015
Recruter chaque fois que de besoin des consultants pour aider par exemple dans la préparation des DAO, l'analyse des offres.	Coordo	Immédiat et continu
Elaborer un tableau de bord de cette activité pour la réalisation effective de la production de contre-saison prévue à partir de décembre 2015. Faire le suivi de cette recommandation et en informer régulièrement le MINAGRI et le FIDA	RIR/ CPA/ Coordo	Immédiat
Accélérer la mise en place de régie à Man et Séguéla	Coordo	Fin juillet 2015
Pour le site Nondara (Boundiali) sur lequel plusieurs projets du MINAGRI sont susceptibles d'intervenir, organiser une réunion de concertation entre les projets concernés dans le but de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties		
Pour les micro-projets de construction (bâtiments et infrastructures), exiger les titres de sécurité foncière (par exemple lettre d'attribution, titre foncier, permis d'occuper, bail etc..) lors de la soumission des microprojets.	Antennes	Immédiat et continu

D. État d'avancement de l'exécution du projet

30. **Ciblage des bénéficiaires.** En 2013, un effectif de 114 micro-projets a été approuvé par les CRC au bénéfice de 114 OPA (11 dans la Vallée du Bandama, 25 dans les Savanes et 78 dans le Zanzan) sur la base d'un mécanisme transitoire de sélection en attendant de disposer d'un manuel de procédures de financement des micro-projets. Les domaines d'appui sont: la production (riz, maïs et cultures maraîchères) ; les aménagements hydro agricoles, l'équipement en matériels agricoles et post-récolte, et la mise en place d'infrastructures marchandes. En 2014, le même mécanisme a permis de sélectionner 57 microprojets (incluant les mêmes domaines qu'en 2013 plus un microprojet de transformation de produits maraîchers) au bénéfice de 57 OPA (13 dans la Vallée du Bandama, 23 dans les Savanes et 21 dans le Zanzan).

31. Suite aux recommandations de la cellule *ad hoc* d'appui technique à l'UCP, les premières sessions annuelles des CRC de 2015 ont eu lieu entre février et mars 2015. Ces CRC ont approuvé 21 nouveaux microprojets dans le Zanzan. Les activités induites par ces nouveaux microprojets seront intégrées dans le PTBA révisé de juin 2015. Ces microprojets ont été élaborés par le personnel des antennes du projet. Il n'est fait appel aux consultants qu'en cas de besoin d'études approfondies pour la faisabilité technique et économique d'un microprojet donné.

Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles

32. **Production de semences R1 de riz et maïs.** En 2014, dans le cadre de la synergie et de la complémentarité d'actions entre les projets WAAPP (West Africa Agricultural Productivity Program) et PROPACOM-PRAREP (Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté), il avait été convenu que le PROPACOM se retire de l'activité de production de semences R1 sous réserve que ses besoins soient pris en compte dans le dispositif du WAAPP. Pour cette raison, les activités liées aux appuis aux OPA pour la production de semences R1 certifiées de riz irrigué et de maïs ont été retirées du PTBA 2014.

33. Concernant 2015, avec l'achèvement du WAAPP 1B Côte d'Ivoire en juin 2016, l'UCP envisage de reprendre momentanément en 2015 la production de semences R1 de maïs avec les OPA bénéficiaires de microprojets. La production portera sur 120 ha pour environ 180 tonnes de semences R1 de maïs. Toutefois, si jamais il était décidé que le WAAPP continue ses activités au-delà de 2016, alors l'UCP n'aura plus à se lancer dans la production de semences R1.

34. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz.** L'objectif du PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution des microprojets de riz sur une superficie totale de 2 400 ha de sites aménagés/réhabilités.

35. Pour 2015, l'objectif est de 888 ha de culture de riz irrigué. Les premiers chantiers de travaux d'aménagement/ réhabilitation de bas-fonds ont démarré en fin 2014. La production rizicole commencera à partir de juillet 2015 et visera une production de 4 440 tonnes de paddy.

36. **Mise en place des parcelles.** Les microprojets instruits permettront à 21 OPA d'emblaver 888 ha de sites réhabilités ou aménagés dont 134 ha pour l'antenne de Bondoukou, 445 ha pour l'antenne de Bouaké et 309 ha pour l'antenne de Korhogo.

37. **Nombre d'exploitants.** Ces superficies seront mises en place par 4 563 exploitants dont 1 795 femmes : 876 exploitants pour l'antenne de Bondoukou (571 femmes), 2 042 exploitants pour l'antenne de Bouaké (317 femmes) et 1 645 exploitants pour l'antenne de Korhogo (907 femmes).

38. **Acquisition et distribution de semence R1 de riz.** Les besoins en semences R1 (44,40 tonnes) seront couverts par la production de 2013 du PRAREP. Cette quantité est stockée au centre de conditionnement de l'ONDR à Yamoussoukro.

39. **Acquisition et distribution des fertilisants et produits phytosanitaires de riz.** Ces productions nécessiteront la livraison aux OPA de 133,2 tonnes de NPK, 88,9 tonnes d'Urée et 444 litres d'herbicide. Les marchés pour la fourniture et la livraison de ces intrants sont cours d'attribution. L'attribution définitive est assujettie à une réserve du FIDA relative à l'établissement de la situation des sites susceptibles d'être effectivement aménagés/réhabilités avant le démarrage du cycle pluvial en juillet 2015. Les distributions pour les sites effectivement aménagés pourront se faire à bonne date avant le démarrage dudit cycle.

40. Ces intrants sont financés à 100% par le PROPACOM. Conformément aux termes des Accords de financement, les OPA ont l'obligation de reconstituer la valeur de ces intrants dans un compte bancaire dédié.

41. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de maïs.** L'objectif global du PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution des microprojets de production de 4 500 tonnes de maïs sur 3 000 ha.

42. **Mise en place des parcelles.** Pour 2015, les microprojets instruits permettront à 28 OPA d'emblaver 570 ha dont 170 ha pour l'antenne de Bondoukou, 100 ha pour l'antenne de Bouaké et 300 ha pour l'antenne de Korhogo. La production de maïs attendue est estimée à 684 tonnes.

43. **Nombre d'exploitants.** Ces superficies seront mises en place par 1 164 exploitants dont 717 femmes : 576 exploitants pour l'antenne de Bondoukou (375 femmes), 91 exploitants pour l'antenne de Bouaké (57 femmes) et 497 exploitants pour l'antenne de Korhogo (285 femmes).

44. **Acquisition et distribution de semence R1 de maïs.** Les besoins (17,25 tonnes) en semences R1 seront couverts par la production de 2013. Cette quantité est stockée au centre de conditionnement de l'ONDR à Yamoussoukro.

45. **Acquisition et distribution des fertilisants et produits phytosanitaires.** Ces productions nécessiteront la livraison aux OPA de 103,5 tonnes de NPK, 69 tonnes d'Urée et 690 litres d'herbicide. L'acquisition de ces intrants est financée à 100% par le PROPACOM. Conformément aux termes des Accords de financement, les OPA ont l'obligation de reconstituer la valeur de ces intrants dans un compte bancaire.

46. **Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère.** L'objectif global du projet est d'aménager 90 ha sous système d'irrigation goutte à goutte. La production se fera sur 19,6 ha provenant des sites PPMS-Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (ramenés à 15,6 ha après le retrait des 4ha de Kpato) et sur 19 ha à aménager au système d'irrigation goutte à goutte et provenant des CRC de 2013.

Mécanisation agricole

47. Le projet prévoit l'appui au financement de microprojets d'équipement de mécanisation agricole portant sur 120 motoculteurs et 100 batteuses-vanneuses. Au terme des CRC de 2013, les besoins exprimés par les OPA se sont établis à 14 motoculteurs et 7 vanneuses-batteuses. Le marché pour la fourniture de ces motoculteurs et vanneuses-batteuses est revenu infructueux en 2014.

48. Pour 2015, la cotation porte sur 66 motoculteurs et 26 batteuses-vanneuses. Ces quantités sont le cumul des demandes consolidées de 2013 et 2014.

49. Face à cette situation, l'UCP a envisagé de procéder à une consultation qui devrait permettre d'obtenir du matériel dont les spécifications conviennent aux exploitants. L'UCP a sollicité l'UNOPS pour organiser ladite consultation en international selon ses procédures en raison du gain de temps et de l'assurance qualité que cette institution permet d'avoir. Ainsi, la sélection des deux fournisseurs par l'UNOPS est en cours d'approbation au sein de cette institution. Il reste à l'UCP de requérir l'avis favorable du FIDA sur les montants et les fournisseurs. La mission recommande que l'UCP demande à l'UNOPS d'accélérer la procédure d'approbation des fournisseurs sélectionnés afin d'être en mesure d'envoyer la demande de non-objection au FIDA.

Appui-conseil et formation

Formation et encadrement des producteurs

50. **Production de maïs.** Pour l'exécution des microprojets de production de maïs, 4 structures d'appui-conseil ont été sélectionnées en fin mars 2015 pour former et encadrer 1 164 exploitants issus de 28 OPA à l'issue de l'appel d'offres lancé le 12/02/15. Les prestations démarreront par l'élaboration en début juin 2015 des plans de campagnes agricoles à produire avant la distribution des intrants démarrant en mi-juin 2015.

51. **Production de riz et de cultures maraîchères.** En 2014, quatre structures d'appui-conseil avaient été recrutées pour former et encadrer les exploitants dans la mise en œuvre des microprojets de riz, et cultures maraîchères. Pour ces deux spéculations la prestation n'a pas pu se faire contrairement au maïs. En effet, les travaux d'aménagement/réhabilitation des sites rizicoles et maraîchers concernés n'ont pas été réalisés en 2014. Pour cette raison, il a été convenu avec ces structures que les prestations seront réalisées en 2015 pour le riz et les cultures maraîchères.

52. **Restauration de la fertilité des sols.** L'étude pour évaluer les systèmes de production et proposer des actions qui permettent de minimiser les apports en engrais minéraux est achevée et ses résultats seront pris en compte par le projet.

53. Les adaptations possibles aux effets du changement climatique résident entre autres dans la mise au point de cultivars à cycle court et productif que le Centre National de Recherche Agricole (CNRA) cherche actuellement à développer et les aspects novateurs de ces résultats seront pris en compte après concertation avec les prestataires d'appui-conseil des exploitants et d'appui à la structuration des OPA.

54. **Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil.** L'activité concerne le suivi et l'évaluation de la convention ADDR (Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration) relative à la réinsertion de 2 000 ex-combattants et de 500 jeunes des communautés d'accueil. Le MINAGRI et l'UCP assurent le suivi-évaluation externe de cette convention.

55. Pour l'année 2015, il avait été programmé l'achèvement de: i) l'installation des 572 ex-combattants restant à réinsérer et ii) l'exécution de projets au bénéfice des communautés d'accueil. Les dernières activités à faire pour cette année incluent la conduite d'une mission conjointe de revue finale (MINAGRI-UCP-ADDR) au plus tard en fin juin 2015 et la production d'un rapport d'achèvement car la convention est en principe considérée comme terminée le 07/05/15.

56. La situation en fin mai 2015 montre que:

- Les formations ont bénéficié à 1 851 personnes;
- Sur cet effectif total de 1 851 personnes formées, il a été dressé une liste de 1 814 personnes définitivement engagées dans le cadre du volet ADDR financé par le PROPACOM, soit 91% de l'objectif de 2000;
- De cette liste de 1 814 personnes, 1 780 ont été installées et ont donc reçu leurs kits d'installation;
- Il ne reste donc en ce moment que 34 bénéficiaires à installer.

57. Dans le souci de combler l'écart observé auparavant entre la prévision et la réalisation, en raison évidente de la rareté des ex-combattants non encore pris en compte dans le processus DDR et vivant dans la zone du projet, l'ADDR avait dû procéder à l'extension de ladite zone au district du Denguélé. Ainsi, 133 ex-combattants ont pu être identifiés.

58. **Communautés d'accueil des ex-combattants.** Suite aux amendements apportés à cette rubrique, le principe d'un appui aux projets des communautés d'accueil a été retenu, en lieu et place de l'appui à 500 jeunes des communautés.

59. Sur 67 projets recensés, les Comités Régionaux de Sélection des Projets (CRSP) présidés par les Préfets de Région ont retenu au total 65 projets dont 11 pour le Denguélé. Ces projets concernent 44 communautés en raison de 2 700 000 FCFA par communauté. Les domaines d'activités concernés sont l'appui direct à la production (intrants/matériels agricoles), la transformation de produits agricoles et le transport de marchandises.

60. Au total, les projets communautaires viseront 6 498 bénéficiaires directs dont 4 574 femmes (70%). Les bénéficiaires directs du Denguélé sont au nombre de 1 531 dont 540 femmes (35%). Ce chiffre dépasse l'objectif de 500 jeunes et femmes assigné au projet.

61. Concernant l'exécution financière, le taux global de réalisation financière de la convention au 26/05/15 est de 81% alors que pour le FIDA il est de 94% contre 66% pour l'ADDR.

Aménagements hydroagricoles

62. Les activités concernent: (i) les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato, (ii) l'identification des sites rizicoles et maraîchers; (iii) la réhabilitation ou l'aménagement de périmètres rizicoles; (iv) l'aménagement de sites maraîchers irrigués sous le système goutte à goutte; (v) la réalisation d'études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles et maraîchers; (vi) l'achèvement des travaux des sites maraîchers du PPMS; (vii) le renforcement des capacités des bénéficiaires à l'entretien et à l'exploitation des aménagements.

63. **Réhabilitation du barrage de Kpato.** Les travaux consistent en: réhabilitation de la digue du barrage, pose de canalisations, fourniture d'une motopompe, construction d'un magasin de stockage et création d'une piste d'accès. La réhabilitation de la digue, la construction du magasin et l'ouverture de la piste d'accès sont achevées. Les canalisations sont posées et réceptionnées après la réalisation des essais d'étanchéité. La motopompe n'a pas encore été livrée et l'UCP risque de devoir résilier cette partie du contrat. Au 30/04/15, le taux d'exécution des travaux est de 95%.

64. **Etudes des travaux complémentaires du site de Kpato.** A la suite d'une visite du site le 10/07/14, le Comité d'Orientation et de Pilotage (COP) du PROPACOM a recommandé de réaliser des études et travaux complémentaires pour améliorer la qualité des installations en vue d'une bonne utilisation de l'ouvrage par les producteurs.

65. Un DAO a été lancé fin novembre 2014 en deux lots pour respectivement: i) évaluer les travaux de réhabilitation et réaliser les études techniques des travaux confortatifs et ii) réaliser l'étude technique des aménagements en aval et l'étude d'impact environnemental et social. Les marchés transmis à la DRMP depuis le 16/04/15 sont en cours de numérotation.

66. **Réhabilitation ou aménagement de périmètres rizicoles.** Les travaux d'aménagement / réhabilitation de 888 ha concernent 22 OPA ont fait l'objet de marchés approuvés (cinq marchés de travaux et quatre marchés de contrôle). Ces marchés portent sur 17 sites rizicoles.

67. Au 30/04/15, les réunions de démarrage avec les ingénieurs-conseils et les entreprises de travaux, les rencontres avec les bénéficiaires, les visites et remises de site aux populations bénéficiaires et les réunions de synthèse ont été effectuées entre janvier et février 2015. Les rapports provisoires des études d'actualisation ont fait l'objet d'analyse au niveau de l'UCP. Conformément aux directives du FIDA en matière d'études, ces rapports sont en cours de validation au MINAGRI.

68. Dans l'ensemble, les travaux d'aménagement/réhabilitation de 888 ha ont pris du retard en raison des difficultés pour les prestataires de mobiliser le personnel et le matériel requis.

Etudes techniques de périmètres rizicoles

69. Les études techniques préalables concernent les micro-projets issus des sessions des CRC de 2013 (1 088 ha) et 2014 (708 ha).

70. **Etudes technique de 1 080 ha de périmètres rizicoles.** Suite aux sessions des CRC de 2013, environ 1 088 ha de périmètres rizicoles devraient faire l'objet d'études techniques préalables. Ces superficies sont réparties sur 28 sites (21/Bondoukou, 4/Bouaké et 3/Korhogo) et font l'objet de trois marchés. Les aménagements futurs profiteront à 11 OPA et 22 sections.

71. L'étude du premier lot concernant les sites de Mbé 1, Lokapli, Loka et Nianra (125 ha) a été lancée le 26/11/14 pour prendre fin le 16/03/15. Pour cause de retard, une mise en demeure a été notifiée le 06/03/15 au prestataire qui a ainsi soumis son rapport provisoire le 20/04/15. Le rapport provisoire, copié au MINAGRI pour validation, est en cours d'analyse par l'UCP.

72. Concernant les deux autres lots portant sur 21 sites de Bondoukou (515 ha) et les trois sites à Korhogo (440 ha), les études ont été lancées le 03/03/15 pour un rapport définitif attendu le 20/07/15. Les rapports provisoires sont par contre attendus pour mi-juin 2015.

73. **Etudes techniques de 708 ha de périmètres rizicoles.** Pour les microprojets de riz issus des CRC 2014, les études préalables portent sur une superficie globale de 708 ha concernant 27 OPA repartis sur 27 sites. Les études sont prévues pour démarrer au second trimestre 2015.

74. Le DAO en cinq lots a été publié le 13/01/15. Après le jugement des offres le 24/03/15, deux prestataires ont été sélectionnés. Après l'ANO de la DRMP et du FIDA, les marchés sont en cours de validation par les attributaires avant signature.

Etudes d'aménagement de périmètres maraîchers sous système d'irrigation par goutte à goutte

75. Les études techniques préalables concernent les objectifs issus des sessions des CRC de 2013 (19 ha) et 2014 (55 ha).

76. **Etudes techniques de 19 ha de périmètres maraîchers sous système d'irrigation goutte à goutte.** Au titre des microprojets 2013, les études portant sur 19 ha à aménager au système d'irrigation goutte à goutte ont été lancées le 24/11/14 pour une durée de trois mois. Les rapports définitifs étaient attendus pour fin février 2015.

77. Pour cause de retard, une mise en demeure a été notifiée le 06/03/15 au prestataire en vue de livrer le rapport provisoire avant 12/04/15. Les rapports ont été transmis le 13 mai 2015.

78. Les résultats de ces études devaient permettre de lancer les DAO de recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux à partir du mois d'août 2015. Le Bureau de consultants sélectionné pour réaliser lesdites études assurera ultérieurement le contrôle de travaux.

79. **Etudes techniques de 55 ha de périmètres maraîchers sous système d'irrigation de goutte à goutte.** Pour les microprojets issus des CRC 2014, les études portent sur une superficie de 55 ha. Les DAO de ces études préalables ont été publiés le 13/01/15. A l'issue des travaux de la

Commission d'Ouverture et de Jugement des Offres (COJO), des négociations ont été engagées avec un attributaire le 19/03/15 dont l'offre financière était relativement hors budget. Après négociations complémentaires, les trois lots de ce DAO ont été attribués et seront soumis à l'ANO du FIDA avant fin mai 2015.

80. **Travaux d'aménagement de périmètres maraîchers sous système d'irrigation goutte à goutte.** Les études portant sur l'aménagement de 19,6 ha de quatre sites maraîchers de l'ex-PPMS (y compris le périmètre de Kpato) au système d'irrigation goutte à goutte ont été achevées en 2014. Toutefois, pour le DAO en vue de la réalisation des travaux, la superficie a été ramenée à 15,6 ha, en raison du retrait provisoire des 4 ha du site de Kpato. Ce DAO revenu infructueux a été relancé en 2014.

81. Les marchés ont été attribués à deux entreprises de travaux pour l'aménagement de trois sites (Niambrum, Kafalavogo et Nondara) au système d'irrigation goutte à goutte sur 15,6 ha (sites maraîchers du PPMS). Les travaux ont été lancés fin avril 2015 pour s'achever mi-septembre 2015. Cette échéance permettra aux exploitants d'initier la production de contre-saison de 2016 qui démarre en décembre 2015.

82. Au lancement des travaux sur le site de Nondara (4,5 ha), des difficultés techniques spécifiques sont apparues. En effet, le débit alimentant ledit site s'est considérablement réduit en raison de la suppression des vannes de restitution de l'eau dans le lit en aval du barrage de Gbemou. Cette situation est consécutive à la réhabilitation dudit barrage par le projet Bagoué. La construction d'un ouvrage spécifique (une vanne de restitution dans le lit en aval) non prévu au marché de base s'avère nécessaire pour la poursuite de l'aménagement prévu sur le site de Nondara.

Achèvement de sites maraîchers de l'ex-PPMS

83. Cette activité concerne 24 sites dont sept sites programmés en 2013 et 17 en 2014.

84. **Travaux d'achèvement de sept sites PPMS.** Les travaux d'achèvement de sept sites portent sur une superficie exploitable de 16,8 ha dont 10,5 ha pour l'antenne de Korhogo et 6,3 ha pour l'antenne de Bouaké.

85. La remise du site a eu lieu le 28/02/15. L'ingénieur-conseil a démarré le 05/03/15 l'actualisation des études techniques et l'ajustement des plans pour six des sept sites. Les travaux proprement dits débiteront à la fin des études d'actualisation pour finir en juillet 2015.

86. **Travaux d'achèvement de 17 sites restant du PPMS.** Les sites restants du PPMS (17 sites) ont fait l'objet d'études d'actualisation pour une superficie exploitable de 38,59 ha. Il s'agit de 13 sites à Korhogo (26,7 ha) et quatre à Bouaké (12,3). Soumis à la numérotation le 23/02/15 à la DRMP, le marché des travaux y afférents a été transmis à l'approbation du préfet le 24/04/15.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Choisir un opérateur pour l'appui à six plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz. Au besoin trouver une solution en l'absence du Spécialiste en transformation/commercialisation	UCP	Septembre 2015
L'UCP doit se rapprocher du MINAGRI/DGPPS pour une synergie avec les projets d'appui de l'UEMOA à la restructuration des filières riz et maïs	Coordo	Immédiat et continu
Confirmer la disponibilité des semences en riz et maïs à Yamoussoukro et vérifier leur qualité pour, le cas échéant, en rechercher d'autres ailleurs	CPA	Immédiat
Etablir et soumettre au FIDA la situation des sites susceptibles d'être effectivement aménagés/réhabilités afin que les intrants soient distribués avant le début de la campagne de juillet 2015	Coordo / RIR	Immédiat
Soumettre un chronogramme précis sur tous les aménagements à réaliser et le réviser chaque fois que de besoin	RIR	Mi-juin 2015
S'assurer que les OPA disposent effectivement d'un compte bancaire en vue de la reconstitution des fonds intrants et d'autres transactions financières	COPA/	Immédiat et continu

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un plan d'appui conseil suivant le calendrier cultural et en faire un suivi dont les rapports spécifiques seront envoyés régulièrement au MINAGRI et au FIDA	CPA / Coordo	Immédiat et continu
Accélérer la soumission de la DANO pour l'acquisition par l'UNOPS de 66 motoculteurs et 26 batteuses - vanneuses	Coordo	Immédiat
Fixer à cinq jours ouvrables la durée d'attente maximale de la validation des études techniques par le MINAGRI et organiser autant que possible les restitutions et validations en commun en regroupant UCP – MINAGRI – prestataires et bénéficiaires.	DGPPS / Coordo	Immédiat et continu
Appliquer des mesures plus coercitives à l'endroit des prestataires allant, en cas de besoin, jusqu'à la résiliation pure et simple des marchés en cas de non-respect des engagements contractuels	Coordo	Immédiat et continu
Finaliser l'analyse du rapport provisoire portant sur les études techniques des 125 ha des sites rizicoles de Mbé 1, Lokapli, Loka et Nianra	RIR/ Coordo	8/6/2015

Composante 2: «Valorisation et mise en marché»

Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers

Le retard cumulé dans la réalisation des activités de la composante 1, se répercute sur la composante 2. L'essentiel des appuis fournis aux producteurs sont orientés vers l'augmentation de la production, aucun appui ne porte sur la commercialisation.

La filière rizicole

87. **Acquisition des équipements de transformation/commercialisation.** Pour les besoins de 2014, les fournisseurs ont reçu des bons de commande pour la fourniture de cinq moulins, d'une décortiqueuse et de 390 palettes. Les livraisons accusent un retard important. Ces équipements font partie des demandes 2013. Après maintes relances, des mises en demeure leur seront adressées. Concernant la fourniture des autres équipements et matériel de commercialisation (sondes, humidimètre, bascule, etc.), les DAO sont revenus infructueux. Ils ont été intégrés aux besoins consolidés issus des CRC de 2014.

88. Lors de la commercialisation de leur production, les OPA se heurtent à des problèmes de qualité conduisant à la dépréciation de leur marchandise. Même si les rendements actuels ne sont pas encore jugés satisfaisants en raison des retards observés dans l'aménagement et/ou la réhabilitation des périmètres irrigués, la mission recommande que les appuis à la commercialisation, et sur les activités post-récoltes de façon plus large, démarrent dans les meilleurs délais. En effet il serait souhaitable que les producteurs, afin de mieux valoriser leur produit, soient en mesure: (i) d'optimiser la qualité de leur produit, (ii) d'apprécier la qualité de leur produit, (iii) de conserver cette qualité pendant les phases de stockage qui peuvent être plus ou moins longues.

Installation de la mini-rizerie et promotion de l'ESOP de Bondoukou

89. En vue des travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou, un inventaire du matériel livré par l'ONDR a été réalisé. Cet inventaire a révélé la livraison d'une mini-rizerie complète et d'une ensacheuse. Cet inventaire a également permis de dresser la liste des équipements complémentaires à acquérir pour améliorer le plateau technique d'usinage, à savoir quatre dispositifs complets d'élévateur (ascenseur) pour transfert du riz décortiqué au calibre et à l'ensacheuse accompagnés de dynamo, un calibre, une bascule, une couseuse et un humidimètre.

90. Les travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou ont démarré en mai 2015. La phase préparatoire de la mission d'opérationnalisation est achevée. Les travaux de conception ont porté sur la réalisation du plan d'implantation et des schémas électriques à câbler.

Promotion des ESOP

91. **ESOP de Katiola, Ferké et Korhogo.** Sur recommandation de la mission de supervision de décembre 2014, le contrat de prestations du Centre International de Développement Rural (CIDR) a été reconduit pour une durée supplémentaire d'un an. Cet appui complémentaire vise à consolider les ESOP mises en place par le PRAREP et à apporter un appui spécifique à la résolution de la question de fonds de roulement à laquelle elles sont confrontées.

92. **ESOP de Bondoukou, de Bouaké (Tabako) et de Béoumi.** En ce qui concerne l'appui à la création de l'ESOP de Bondoukou, de Bouaké (Tabako) et de Béoumi, l'UCP entrevoit de confier à un prestataire l'analyse diagnostic de l'environnement opérationnel de ces mini-rizeries. Ce diagnostic devra aboutir à l'élaboration de plans d'affaires réalistes et définir le type d'entreprise à mettre en place dans ces zones. Les termes de référence seront élaborés par l'UCP, appuyé éventuellement par un consultant.

La filière maïs

93. **Acquisition des équipements de transformation/commercialisation.** Pour 2015, les spécifications techniques des DAO n'ont pas été élaborées pour les demandes consolidées d'équipements (deux décortiqueuses, trois moulins, 24 égreneuses de maïs, 58 bascules, 1 232 palettes, etc.). En l'absence des Chargés de transformation-commercialisation dont le recrutement est en cours, la finalisation des DAO a pris du retard. La mission réitère la recommandation formulée au cours de la mission de supervision de décembre 2014 suggérant de recruter des consultants en attendant la prise de service du personnel manquant.

94. **La collaboration avec le BVP.** En mars 2014, l'UCP a passé un contrat avec le BVP. Ce dernier a été chargé d'appuyer les OPA bénéficiaires du projet à la commercialisation de leur production de maïs et d'identifier les pistes d'amélioration des circuits de commercialisation à la faveur des producteurs. L'UCP n'a pas donné suite à ce contrat en raison des faibles résultats obtenus. Toutefois il conviendrait d'étudier les propositions faites par le BVP dans le rapport qui a été soumis et lors de la rencontre avec la mission, afin de mettre en œuvre celles qui apparaissent pertinentes et réalisables.

95. Le maïs est vendu sous forme de grain par les OPA. Les principales difficultés de commercialisation rencontrées par les OPA sont : (i) l'accès difficile aux grands marchés pour l'écoulement des produits, (ii) faute de moyens de transports, (iii) la conservation difficile des produits, due en partie à l'absence de magasins de stockage, (v) l'atomisation de la production, (vi) les producteurs ne sont pas suffisamment sensibilisés sur les bienfaits de la vente groupée, (vii) l'absence de prospection pour l'identification de nouveaux débouchés.

La filière maraîchère

96. A ce jour, les aménagements et équipements de production (goutte-à-goutte) destinés à améliorer l'offre en produit maraîcher ne sont toujours pas installés. La même situation a été observée au cours de la précédente mission. Il convient d'ores et déjà de réaliser un diagnostic du circuit de commercialisation en place afin de mettre au point une stratégie qui permettra d'écouler les excédents produits une fois que les travaux seront achevés.

97. Pour 2015, le PROPACOM avait programmé une série d'échanges avec le BVP et RONGEAD (Réseau Non-Gouvernemental Européen sur l'Agroalimentaire, le Commerce, l'Environnement et le Développement) pour lui permettre de définir les axes possibles de collaboration. L'étude d'évaluation des performances des dispositifs d'information sur les marchés existants réalisé en 2014 avait identifié ces deux structures comme susceptibles d'apporter un appui aux exploitants du PROPACOM à la commercialisation des produits vivriers. La mission recommande au vu des résultats de l'étude sur les SIMS: (i) de confier au BVP la mise en relation entre OPA et commerçants dans la zone du Centre, (ii) de confier au RONGEAD la partie collecte et diffusion des informations de marchés dans toutes les zones du programme PROPACOM et (iii) d'identifier par consultation ouverte un opérateur capable de faire l'intermédiation dans les zones autres que le Centre.

Le Système d'Information sur les Marchés (SIM)

98. Lors de la restitution du rapport d'achèvement du PRAREP, le Ministre du Commerce a annoncé qu'un projet national d'appui à la commercialisation des produits vivriers est en cours de formulation sur financement de l'Union Européenne. Il convient de se rapprocher de ce Ministère pour s'informer de la stratégie qui sera mise en place et, dans le cadre d'une synergie d'action et d'harmonisation, de déployer la même stratégie SIM. Par ailleurs, la mission est d'avis qu'il convient de se rapprocher de CODINORM (Côte d'Ivoire Normalisation) pour connaître les normes et standards existants ou à développer pour les filières promues par le PROPACOM.

Infrastructures marchandes et publiques

99. Il s'agit de la construction de six magasins de stockage, deux bâtiments de mini-rizerie et un centre de groupage pour produits maraîchers. Par antenne, les infrastructures à construire se répartissent comme suit :

- **Bouaké.** Travaux de construction de deux magasins de stockage et de deux bâtiments de mini-rizerie
- **Bondoukou.** Travaux de construction d'un centre de groupage pour produits maraîchers
- **Korhogo.** Travaux de construction de quatre magasins de stockage

100. Les entreprises de travaux et les ingénieurs-conseils ont été recrutés. Les marchés (trois marchés de travaux et trois marchés de contrôle) ont été approuvés le 13/04/15.

101. En vue du démarrage effectif des travaux et pour la sécurité foncière, il a été demandé aux OPA bénéficiaires de produire une copie de toutes les pièces justificatives de propriété foncière des sites d'implantation de ces infrastructures. La mission recommande à l'UCP de fixer aux OPA une date butoir pour la soumission des pièces requises pour la sécurisation foncière.

OPA

Etude diagnostic des OPA

102. Le rapport final de l'étude-diagnostic des OPA du secteur vivrier et l'inventaire des prestataires de services et de renforcement des capacités dans les zones du PROPACOM et du PROPACOM Ouest a été transmis le 12/03/15. Les résultats apportent principalement les informations suivantes.

103. **Typologie des OPA.** i) 888 OPA de base (619/PROPACOM et 269/ PROPACOM Ouest) ; ii) 133 coopératives et sociétés coopératives (69/PROPACOM et 64/PROPACOM Ouest) ; iii) 11 unions identifiées (9/PROPACOM et 2/PROPACOM Ouest).

104. Le taux de représentativité des femmes dans les organes de direction et de décision des OPA est de plus de 53%. La majorité des OPA identifiées sont encore informelles (61%/PROPACOM et 81% /PROPACOM Ouest).

105. **Classification des OPA selon le niveau de maturité.** niveau 1: 51% /PROPACOM et 66% /PROPACOM Ouest; niveau 2: 10% /PROPACOM et 15% /PROPACOM Ouest; niveau 3: 37% /PROPACOM et 19% /PROPACOM Ouest; niveau 4: 1% /PROPACOM et 0% /PROPACOM Ouest. Rappelons que le niveau 1 correspond au niveau le plus faible de maturité, le niveau 4 au niveau le plus élevé.

106. **Inventaire des prestataires de service.** Les résultats de l'étude indiquent une faible présence de prestataires de services dans les zones cibles du projet. Ils interviennent principalement dans la formation et l'appui-conseil. La plupart a plus de trois années d'expérience.

Organiser la participation des OPA aux foires et salons agricoles

107. Pour 2015, le PROPACOM a apporté un appui à la participation de certaines OPA, de producteurs et des ESOP à la 3ème édition du Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales 2015 à Abidjan. Il s'agit de Katio-Akpa Sarl de Katiola, Tchologo Riz Sarl de Ferké (deux des trois

entreprises créées autour des mini-rizeries installées autour des coopératives de producteurs de riz) et la Société Coopérative Simplifiée des Femmes de Gbêkê (SCOOPSFG), pour participer à cette édition du salon. Le PROPACOM a acquis un stand d'exposition et de commercialisation de 12 m² au profit de ces trois structures.

108. En plus de ces structures, 18 producteurs individuels de la zone du projet ont pu visiter le Salon 2015, pour découvrir l'évolution de l'agriculture en Côte d'Ivoire et ailleurs dans le monde. Ils ont pu aussi échanger avec des acteurs du monde agricole de la Côte d'Ivoire et également d'autres pays présents du 2 au 12 avril 2015. La participation des producteurs à de tels événements leur offre de nouvelles perspectives de valorisation de leurs produits.

Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA

109. Cette activité a démarré avec le PRAREP. La phase préliminaire (évaluation des besoins, élaboration du contenu pédagogique et des manuels et supports de formation ainsi que la formation des alphabétiseurs endogènes) a été réalisée en décembre 2014. Le PRAREP étant achevé, il a été convenu sous forme d'avenant pour changement d'autorité contractante que la phase de dispense des cours aux bénéficiaires en 2015 soit poursuivie par le PROPACOM.

110. Un effectif de 1 805 volontaires issus de 31 OP dans 28 villages a été identifié. L'objectif contractuel est de 300 personnes à alphabétiser.

111. A l'issue de l'exercice de ciblage des bénéficiaires du programme d'alphabétisation et pour tenir compte des moyens disponibles, 450 personnes dont 315 femmes (70%) provenant de 16 localités ont été sélectionnées pour la phase de dispense des cours. Dans chacune de ces 16 localités, il y a des groupes d'attente dont l'effectif est estimé à 967 personnes profilées.

112. Dans chaque village d'implantation de centre d'alphabétisation, un dispositif d'alphabétisation fonctionnelle a été mis en place. Il est composé de (i) un Comité Villageois d'Alphabétisation (CVA), (ii) un alphabétiseur endogène, (iii) un groupe d'apprenants.

113. La supervision des activités d'alphabétisation fonctionnelle est assurée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) du Ministère de l'Education Nationale. La DAENF a déjà effectué des missions de supervision et produit des rapports.

114. Dans l'ensemble des centres d'alphabétisation, les cours ont démarré entre mi-décembre 2014 et janvier 2015 pour une durée de 6 mois.

Appui à la structuration et à la gestion des OPA

115. Sur les deux années d'exécution des microprojets issues des CRC de 2013 et de 2014, le renforcement des capacités des OPA porte sur l'appui à la structuration et à la gestion de 171 OPA.

116. Concernant les 57 OPA bénéficiaires des microprojets sélectionnés par les CRC de 2014, le DAO est en cours de validation pour publicité à la DRMP.

117. Des prestataires ont été recrutés en 2014 pour l'appui-accompagnement des OPA bénéficiaires de micro-projets sélectionnés en 2013 de six Régions (Poro, Tchologo, Bagoué, Gbêké, Hambol, Bounkani). Pour les OPA de la Région du Gontougo, le DAO revenu infructueux en 2014 a été relancé le 28/10/14. Le marché a été approuvé courant avril. Les prestations ont démarré à la mi-mai 2015.

118. Pour les autres régions, les prestations ont démarré à la mi-janvier 2015 avec les réunions de démarrage et de cadrage et se poursuivent pour une durée de 12 mois.

119. Sur le premier trimestre 2015, les prestataires ont procédé au diagnostic opérationnel de chacune des OPA impliquées dans la mise en œuvre des microprojets de production de riz, de maïs et de cultures maraîchères (CRC 2013). Des réunions de restitution ont eu lieu sur les thématiques suivantes : i) résultats du diagnostic organisationnel des OPA ; les besoins en formation ont été déterminées; ii) suivi des reconstitutions des fonds intrants des microprojets de production de maïs;

iii) présentation du volet Appui à la structuration et à la gestion des OPA (modules, méthodologie, outils de formation, etc.).

120. **Les plateformes départementales ou régionales.** Au cours de l'année 2014, le PROPACOM a cherché à organiser les producteurs de riz de la Vallée du Bandama dans un cadre de concertation entre OPA afin d'obtenir, entre autres, un prix de vente minimum du paddy auprès des commerçants. Parallèlement ce dernier semestre, l'ONDR a mis en place dans plusieurs départements de la zone du projet des «plateformes des acteurs de la filière rizicole». Suite aux premières réunions ces plateformes ont pour certaines déjà signé un document sur le statut et le règlement intérieur, et élu les membres du bureau exécutif. Ces plateformes constituent naturellement un lieu de dialogue entre acteurs de la filière pour améliorer la transformation et la commercialisation du riz local. Néanmoins, la mission a pu constater que les membres de ces nouvelles plateformes n'avaient pas encore d'idées claires sur les activités à mener. L'expérience de la plateforme de Gagnoa montre que la mise en place d'une organisation interprofessionnelle prend du temps, suppose une forte implication des différents acteurs, et demande, dans un premier temps, des appuis importants de renforcement des capacités aussi bien organisationnelles que juridiques.

121. En conséquence, la mission propose que l'appui à la transformation et à la commercialisation du PROPACOM s'inscrive dans la dynamique des plateformes départementales ou régionales. A cette fin, la mission propose que le PROPACOM, en concertation avec l'ONDR, renforce la capacité de ces plateformes en recrutant un ou des opérateurs pour encadrer six plateformes au maximum par des appuis organisationnels, juridiques et formation.

122. Il a été recommandé à l'UCP lors de la précédente mission de supervision, de recruter des opérateurs pour encadrer les plateformes par des appuis organisationnels, juridiques et formation. Cette recommandation tarde à être mise en application, car les chargés de transformation-commercialisation n'ont pas encore été recrutés. Or nous rappelons que la mission avait également recommandé le recrutement de consultants pour prêter main forte à l'équipe sur ces questions.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un chronogramme détaillé d'opérationnalisation de la min-rizerie de Bondoukou et en faire un suivi rapproché avec la production de flash journalier et de rapports hebdomadaires et mensuels	Antenne de Bondoukou / Coordo	Immédiat et continu
Se rapprocher du Ministère du Commerce afin de s'informer sur la stratégie déployée dans le cadre du Projet de commercialisation des produits vivriers en cours de formulation, l'objectif étant d'adopter éventuellement la même stratégie dans le cadre des SIM	UCP	Septembre 2015
Démarrer les activités d'appui aux OPA sur la transformation et la commercialisation	UCP	Lorsque les CTC seront en poste
Sur la base des résultats de l'étude menée sur les SIMS : (i) recruter un opérateur pour la mise en relation entre OPA et commerçants dans la zone du Centre (ii) recruter un opérateur pour la partie collecte et diffusion des informations de marchés dans toutes les zones du programme PROPACOM et (iii) identifier par consultation ouverte un opérateur capable de faire l'intermédiation dans les zones autres que le Centre	UCP	Septembre 2015
Fixer aux OPA une date butoir pour la soumission des pièces requises pour la sécurisation foncière	UCP	Juillet 2015
Faire un diagnostic du circuit de commercialisation des produits maraîchers et élaborer une stratégie permettant d'écouler les surplus induits par les aménagements et l'amélioration des pratiques culturales	UCP/CTC	Novembre 2015

Composante 3: Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

Recrutement du personnel complémentaire de l'UCP

123. Dans le cadre de l'extension du PROPACOM à l'Ouest du pays, l'UCP a fait l'objet d'une restructuration ayant pour objet la mise en place de deux nouvelles antennes (Man et Séguéla), l'amélioration de l'efficacité de la gestion du projet et le renforcement du suivi opérationnel de proximité. Cette restructuration a entraîné le recrutement de personnel complémentaire. A l'issue du processus de sélection, seuls six des 20 postes prévus ont été pourvus. En vue de relever la performance et la productivité de l'UCP, la sélection (test écrits, interviews, etc.) a privilégié des principes basés sur la qualité (niveaux des postes, qualification, compétences et expériences, etc.). D'une manière générale, le processus réalisé a fait apparaître un nombre insuffisant pour certains postes et la faiblesse de plusieurs dossiers de candidature, ce qui n'a pas permis de pourvoir tous les postes. La mission prend note que le processus de relance des postes non pourvus est en cours. Au regard de l'urgence signalée, la mission recommande d'accélérer le processus et de faire preuve de flexibilité afin d'éviter des relances répétitives.

124. Les 14 postes restant à pourvoir ont donc fait l'objet d'un appel à candidature et on planifie de procéder à la sélection et au recrutement au plus tard en fin juillet 2015. Au regard de l'urgence signalée, la mission est d'avis qu'il faut accélérer le processus de recrutement en cours et faire preuve de flexibilité afin d'aboutir au plus tard en fin juillet à la prise de service du personnel complémentaire.

Actualisation des manuels de base du PROPACOM

125. Dans l'optique de mettre en harmonie l'exécution du PROPACOM et du PROPACOM Ouest sous forme de programme, les manuels de base seront actualisés. Pour l'essentiel, cette actualisation prendra en compte la stratégie d'exécution du PROPACOM Ouest en intégrant notamment les modalités de financement des microprojets et les aspects liés à la résilience des producteurs aux effets du changement climatique sur les fonds dits ASAP (Adaptation for Smallholder Agriculture Programme).

126. L'actualisation de ces manuels constitue aussi une des conditions de premier décaissement des fonds du PROPACOM Ouest. Les consultants ayant élaboré les manuels actuels ont été mandatés de nouveau, par entente directe, pour actualiser respectivement le manuel de procédures administratives, comptables et financières; le manuel des procédures de financement des microprojets et le manuel d'exécution ou des opérations. Le manuel des procédures du système de suivi-évaluation est en cours d'actualisation par l'équipe de suivi-évaluation du PROPACOM qui ne sera effectivement complète qu'à la prise de service des Chargés de suivi-évaluation en cours de recrutement. Tous ces manuels seront disponibles à la fin de juin 2015.

Orientation et pilotage du projet

127. **COP.** La cinquième session annuelle ordinaire du COP qui s'est tenue le 22/12/2014 à Bouaké a examiné le PTBA 2015 du PROPACOM. Les membres du COP ont approuvé le PTBA 2015 du PROPACOM sous réserve de la prise en compte des recommandations faites par le COP et dont l'état de mise en œuvre figure dans le tableau en annexe. La 6ème session ordinaire du COP est prévue en début juillet 2015. La mission rappelle que les microprojets approuvés devaient satisfaire aux conditions édictées dans la stratégie du PROPACOM Ouest (contributions respectives de 30%, 60%, 10% pour le projet, l'emprunt par les bénéficiaires auprès d'une institution financière et l'apport propre des bénéficiaires).

128. **Cadres Régionaux de Concertation (CRC).** Sur recommandations de la cellule *ad hoc* d'appui technique à l'UCP, les quatrième sessions annuelles ordinaires des CRC ont eu lieu respectivement le 17/03/15 à Bondoukou, le 26/02/15 à Katiola et le 19/03/15 à Ferké. Seul le CRC

de Bondoukou a approuvé 21 microprojets. A Bouaké et à Korhogo, les CRC n'ont pas trouvé pertinentes les demandes soumises à leur analyse.

129. Tenant compte des recommandations des CRC, un arrêté préfectoral a été pris pour nommer les membres statutaires du CRC du Hambol. Concernant les autres régions, les discussions sont en cours avec les autorités et les Directions Régionales Agriculture (DRA).

130. **Cellule *ad hoc* d'appui technique à l'UCP.** Après sa première réunion tenue en novembre 2014, la cellule a organisé la deuxième session de travail à Bouaké le 13/02/15 pour : i) examiner l'état d'exécution des activités du PTBA 2015 et les dispositions prises par l'Unité de coordination pour lever les points critiques ; ii) faire l'état d'avancement de l'exécution des microprojets approuvés et iii) passer en revue l'organisation du travail technique (y compris le rapportage du projet).

131. Au cours de cette deuxième session la cellule a passé en revue l'état d'avancement des activités du PTBA 2015 programmées durant le premier trimestre. Elle a constaté des retards et a reprogrammé les activités planifiées afin de terminer premièrement l'actualisation des études au plus tard début mars 2015 et deuxièmement les travaux en fin mai 2015 pour permettre une mise en valeur des parcelles en juin-juillet 2015. La cellule *ad hoc* a par ailleurs demandé à l'UCP de lui transmettre des rapports hebdomadaires de suivi des activités de réhabilitation/aménagement programmées. Elle a requis que l'UCP fasse preuve de flexibilité concernant les réunions de démarrage des travaux et des études en n'exigeant pas la présence physique de tout le personnel-clé à ces réunions.

132. La mission relève la qualité de l'assistance technique de la cellule *ad hoc*, mais note qu'elle ne s'est pas réunie régulièrement tous les mois depuis le début de l'année (une seule fois) et n'a pas mis en place un mécanisme de suivi rigoureux de ses recommandations par l'UCP.

133. **Extension du PROPACOM à l'Ouest.** La mission note que trois des quatre conditions préalables au premier décaissement ne sont pas satisfaites, à savoir:

- l'arrêté portant création du COP du projet qui est un unique organe commun au PROPACOM et au PROPACOM-extension Ouest;
- l'arrêté portant création des CRC dans la région concernée par l'extension géographique à l'ouest;
- Le manuel des procédures financières, administratives et comptables, le manuel d'exécution du projet et le manuel de suivi et évaluation.

134. Elle attire l'attention du Gouvernement sur le fait que le PROPACOM Ouest est effectif depuis novembre 2014 et l'invite à accélérer la satisfaction des conditions préalables au premier décaissement et la mise en place effective des antennes de Man et Séguela.

135. **Etude sur les besoins en services financiers des OPA.** L'atelier de restitution des résultats de cette étude s'est tenu le 05/05/15. Les principaux besoins de financement des producteurs des filières vivrières ont trait à l'acquisition de matériel roulant, d'équipements et autres outillages, à l'achat des intrants ainsi qu'à la commercialisation de leurs produits.

136. L'étude a confirmé l'intérêt et la pertinence du crédit warrantage dans les filières telles que le riz, le maïs et l'oignon, étant donné les fluctuations saisonnières importantes dans les prix de ces denrées; ce produit sera d'ailleurs complémentaire aux actions du projet visant la construction de magasins de stockage pour les OPA. Il en va de même pour le crédit équipement (leasing) qui permettra de responsabiliser les OPA dans la gestion et l'entretien des équipements mis à leur disposition par le projet.

137. Les conclusions de cette étude seront mises en œuvre dès la prise de service du Spécialiste en finances rurales ou, le cas échéant, avec l'appui d'un consultant.

Révision du PTBA 2015

138. **Session extraordinaire du COP après CRC.** La mission de supervision de décembre 2014 avait recommandé à l'UCP de tenir une session extraordinaire du COP début mars à la suite des CRC de février 2015. Ce COP devrait entériner les conclusions des CRC afin de soumettre à la non-objection du FIDA la prise en compte des nouveaux microprojets.

139. En raison de la restriction momentanée du personnel de l'UCP et des antennes, l'instruction des microprojets n'a pu être achevée avant fin mars 2015. Ces microprojets seront inclus dans la version révisée du PTBA qui sera présentée pour approbation à la sixième session ordinaire du COP prévue en juillet 2015.

140. **Accompagnement dans la préparation des demandes de microprojets.** La mission note que seul le personnel de l'UCP a appuyé les OPA pour la préparation des dossiers soumis aux différents CRC. Elle suggère que dans le cas où le microprojet nécessite des études techniques et financières complémentaires (par exemple pour pouvoir convaincre les banques devant faire des prêts aux bénéficiaires de microprojets), l'UCP procède au recrutement ponctuel d'un opérateur.

141. Afin de conceptualiser le processus de sélection des micro-projets par les CRC, les DRA, en collaboration avec les DDA (Directions Départementales), la DEP et les antennes du projet, seront chargés de dresser un bilan sur les dynamiques agricoles des différentes filières (production et marché) au niveau régional et ce, deux fois par an avant la tenue des séances de CRC.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de recrutement du personnel complémentaire en cours	MINAGRI/DGPPS	Juillet 2015
Accélérer la prise de service effective des Chargés de suivi-évaluation sélectionnés	UCP	Immédiat
Planifier des réunions mensuelles de la cellule d'appui technique (Comité <i>ad hoc</i>), et mettre en place un mécanisme de suivi rigoureux des recommandations par l'UCP	MINAGRI/DGPPS	Continu
Accélérer la satisfaction des conditions préalables de décaissement du PROPACOM Ouest et la mise en place effective des antennes de Man et Séguéla	MINAGRI/DGPPS / MPMEF / UCP	Juillet 2015
Mettre en œuvre les recommandations pertinentes (acceptables et réalisables) de l'étude sur les finances rurales dès la prise de service du Spécialiste en finances rurales ou, le cas échéant, avec l'appui d'un consultant	Coordo/ SFR	Septembre 2015

Suivi-évaluation

142. **Informatisation du Système de Suivi-Evaluation.** Le travail de renseignement de la base de données de la plateforme web multi-projets n'a pu être achevé au 31 janvier 2015. La mission demande à l'UCP de terminer dans les meilleurs délais la saisie des données, de diffuser le site web du projet et de rendre opérationnel le système informatisé de suivi-évaluation. Elle souligne la nécessité d'organiser des sessions de formation sur l'utilisation du système de suivi-évaluation à l'attention de tous les membres de l'UCP.

143. **Manuel des procédures du système de suivi-évaluation.** La version provisoire du manuel de suivi-évaluation du PROPACOM a été validée à l'issue d'un atelier organisé le 6 novembre 2014 à Bouaké avec l'ensemble des partenaires et prestataires. La version achevée de ce manuel sera disponible le 30 juin 2015 et va intégrer les mises à jour: (i) du manuel des procédures financières, administratives et comptables, (ii) du manuel d'exécution du projet et iii) du manuel de financement des microprojets.

144. **Organisation de réunions d'équipe mensuelles.** Ces réunions sont un moyen de partager les informations afin de mettre tous les agents du projet au même niveau de connaissance sur la mise

en œuvre du projet et de prendre collectivement des décisions s'y rapportant. Elles sont indispensables pour renforcer l'esprit d'équipe, et le suivi régulier des activités du projet.

Rapportage et suivi des activités sur le terrain

145. Le suivi-évaluation interne nécessite une rigueur méthodologique dans la collecte et l'analyse systématique des informations au fur et à mesure de l'avancement d'un projet. Il doit permettre de faire le point sur le niveau d'exécution des actions menées par les différents services du projet (techniques, financiers, etc.). La définition d'indicateurs ou résultats arrimés aux plans de travail annuels et au cadre logique est indispensable pour un suivi efficace des activités programmées. Ainsi, la planification opérationnelle constitue un support qui rend le suivi de l'exécution effectif et efficace. La méthode doit permettre d'avoir un flot constant d'informations portant sur l'exécution physique et financière du projet. Tous les services de l'UCP (technique, financier au niveau de la coordination et des antennes, et les bénéficiaires) doivent participer à la collecte des données et des informations. Ce travail de collecte doit être cohérent, efficace et organisé autour d'un rapportage interne hebdomadaire, mensuel sur la base duquel seront établis les rapports trimestriel, semestriel et annuel sur l'état d'avancement du PTBA et du projet.

146. Actuellement l'UCP produit des rapports sur les activités du projet qui sont cependant plus descriptifs qu'analytiques. La mission l'invite par conséquent à produire des rapports trimestriels et semestriels sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA en faisant ressortir les résultats du projet en rapport avec les indicateurs de performance du cadre logique. La mission relève le faible suivi par l'UCP des activités sur le terrain et attire son attention sur le fait que la stratégie du «faire-faire» ne doit pas occulter son rôle et ses responsabilités en matière de suivi des activités sur le terrain.

Suivi-évaluation externe

147. Le dispositif de suivi externe mis en place par le MINAGRI s'appuie sur l'analyse des données fournies par le système de suivi-évaluation interne et des missions de la DEP sur le terrain. Au regard des difficultés et retards accumulés dans la mise en œuvre du projet, ce dispositif a été renforcé par la mise en place d'une cellule technique d'appui (comité *ad hoc*) qui doit se réunir mensuellement. La mission invite par conséquent le MINAGRI à conduire deux missions de terrain par an et à favoriser un suivi de proximité par les DRA.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Achever la saisie des données, diffuser le site web du projet et rendre opérationnel le système informatisé de suivi-évaluation	RSE/CSE	30 juin 2015
Organiser des sessions de formation sur l'utilisation du système de suivi évaluation au bénéfice de l'UCP	RSE/CSE	Septembre 2015
Achever les opérations de mise à jour du manuel de suivi-évaluation	RSE/CSE	Juin 2015
Elaborer des rapports trimestriels et semestriels sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA, faisant ressortir les résultats du projet en rapport avec les indicateurs de performance du cadre logique	RSE/CSE	Continu
Organiser des réunions mensuelles avec les membres de l'UCP sanctionnées par des comptes rendus copiés à la DGPPS	Coordo	Immédiat/ continu
Conduire deux missions de terrain par an, en incluant des représentants du Ministère des Finances et aussi d'autres Ministères concernés – Environnement et Forêts) et favoriser un suivi de proximité par les DRA	DGPPS	Immédiat

Etat d'avancement de l'exécution du projet

148. D'une manière générale, les résultats cumulés du PROPACOM depuis le début de sa mise en œuvre en 2012 ne sont pas satisfaisants, particulièrement pour le volet «aménagements hydro-agricoles» auquel est subordonnée la production rizicole et maraîchère. Les autres volets relatifs à la «mécanisation», la «transformation/ commercialisation» et les «infrastructures marchandes» accusent également des retards importants.

149. Les précédentes missions de supervision ont relevé des insuffisances dans la planification/programmation des activités et difficultés en matière de passation des marchés qui ont contrarié la bonne exécution du projet. Lors de la présente mission, les membres ont été informés par l'UCP de la persistance de certaines contraintes en matière de passation des marchés ainsi que des contraintes liées à la restructuration de l'UCP et à l'exécution des marchés par les prestataires de services.

150. L'analyse de ces contraintes appelle les observations suivantes.

151. La mission reconnaît que la restructuration de l'UCP peut effectivement constituer une contrainte à la mise en œuvre efficace des activités du PTBA, c'est pourquoi elle réitère à l'UCP la possibilité de faire appel de manière ponctuelle à des appuis extérieurs de consultants de courte durée. Elle attire toutefois l'attention de l'UCP sur le fait que la complexité et les changements sont autant d'éléments qui caractérisent la mise en œuvre d'un projet et face à une telle situation, le management devient une fonction très importante pour anticiper, réorganiser, décider et coordonner. Ainsi, elle renouvelle encore à l'UCP que seules une bonne planification et une organisation du travail individuelle et en équipe permettront d'avancer et d'atteindre les objectifs.

152. Elle note une amélioration dans la gestion des délais relatifs à l'analyse et au jugement des offres par la COJO, mais relève que des lenteurs persistent au niveau de la numérotation et de l'approbation des marchés. Elle réitère l'importance d'une bonne planification par l'UCP de l'ensemble des étapes dans le temps en respectant les engagements convenus dans le Plan de Passation des Marchés (PPM). Elle insiste aussi sur l'importance non seulement de développer un mécanisme de suivi interne du PPM, mais aussi d'instituer des réunions de concertation périodique avec la DRMP et le Préfet.

153. La mission s'inquiète sérieusement des retards dans la soumission ou la validation des études techniques et le démarrage des travaux compromettant ainsi l'exécution du volet production agricole. Elle note les mises en demeure adressées par l'UCP à certaines entreprises concernées. Toutefois, au regard des retards accumulés dans l'exécution du projet hypothéquant ainsi la satisfaction des besoins des bénéficiaires, elle demande à l'UCP de faire preuve de plus de proactivité et de responsabilité. Il convient d'envisager une limitation dans le temps de l'analyse des rapports d'études par le MINAGRI (limiter par exemple la durée d'approbation des études techniques du projet à deux semaines) et d'envisager des mesures plus coercitives à l'endroit des prestataires allant, en cas de besoin, jusqu'à la résiliation pure et simple des marchés en cas de non-respect des engagements contractuels.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Faire appel de manière ponctuelle à des appuis extérieurs pour l'exécution de certaines activités déterminantes (élaboration des TDR, remise de sites et suivi des travaux d'aménagements, etc.)	Coordonnateur	Immédiat
Mettre en place un mécanisme de suivi interne du PPM, et instituer des réunions de concertation mensuelles avec la DRMP et la Préfecture.	RPP/ Coordonnateur	Immédiat

E. Aspects fiduciaires

Gestion du personnel et des immobilisations

154. **Organisation et personnel.** Le PRAREP et le PROPACOM sont gérés par la même Unité de Coordination. Ils utilisent le même dispositif de gestion administrative, financière et comptable qui a été jugé satisfaisant par la précédente mission de supervision. A la date d'achèvement du PRAREP au 31/12/2014 et à sa clôture prévue le 30/06/2015, les salaires et les frais de fonctionnement des 29 personnes restant du PRAREP seront pris en charge par le PROPACOM à partir du 1er juillet 2015 jusqu'à la clôture du programme PROPACOM (il y a une proposition d'aligner la date d'achèvement du PROPACOM en cours à celle du PROPACOM-Extension Ouest). Ces agents seront ajoutés aux trois membres du personnel existant du PROPACOM (le Responsable Infrastructure Rurale, le Chargé de Suivi et Evaluation et le Chargé OPA) et aux quatre membres du personnel supplémentaire à recruter y compris le Responsable de passation des marchés. Ainsi, l'effectif du PROPACOM sera de 36

agents. Le contrat d'assurance maladie du personnel avec le prestataire AMSA GESTION ASCOMA est arrivé à terme le 31 décembre 2014. A l'issue d'un appel d'offres ouvert, ce prestataire a été reconduit en janvier 2015.

155. Par ailleurs le schéma institutionnel du PROPACOM sera révisé, avec la mise place de l'Antenne de Bouaké en plus de l'UCP sise à Bouaké, de l'Antenne de Korhogo, et de l'Antenne de Bondoukou. Une charte de partage des rôles entre les différents acteurs du projet doit être préparée et devrait faire l'objet de validation finale. Le PROPACOM va, en conséquence, réviser son organigramme au cours du deuxième semestre 2015 et mettra également à jour le manuel des procédures.

156. Le projet dispose d'un parc de 12 véhicules (trois de marque PRADO, quatre de marque HILUX, un de marque Fortune - utilisé par le MINAGRI -, un de marque Pajero – achetés par le Gouvernement), trois véhicules transférés par le projet PMMS déjà clôturé et deux motos Yamaha AG. Sept véhicules neufs sur les 12 sont assurés en mode «tous risques» jusqu'au 31/12/2015. Par ailleurs, les autres immobilisations, notamment les bâtiments servant de bureau au siège, aux antennes et les autres équipements du projet ont été assurées.

157. **Procédures comptables.** Le projet évolue avec le logiciel TOMPRO, cependant les modules de gestion de suivi des marchés et de comptabilité analytique des activités ne sont pas opérationnels (les tableaux de décaissement 5A, 5B et 5C paramétrés dans le logiciel de gestion Tom2pro ne sont pas totalement exploitables en ce sens que les données éditées sont toujours en FCFA et qu'il n'est pas encore possible de les obtenir en USD et DTS).

158. Au 30/04/2015, la comptabilité est à jour en ce qui concerne la prise en charge des opérations imputations/saisies et validation des brouillards, production des états comptables (grands livres général et analytique, balances générale et analytique). Les rapprochements bancaires mensuels des cinq comptes du projet sont également effectués jusqu'au 30 avril 2015.

159. Le projet dispose d'un registre des immobilisations qui n'est pas régulièrement mis à jour. Ce registre indique la date d'acquisition des biens, mais pas leur état actuel. A date, ces biens et matériels acquis sur financement PROPACOM ne portent pas d'étiquettes d'identification. En outre tous les actifs transférés par le PPMS ont été pris en charge en extracomptable. Toutes les immobilisations du PRAREP seront valorisées par le RAF avant d'être transférées au PROPACOM qui les inclura dans sa comptabilité, comme ressource du Gouvernement. Dans la pratique, les biens du projet sont d'abord transférés au Ministère de tutelle qui les met à la disposition du PROPACOM.

Gestion financière et décaissement

160. **PTBA.** Au 15/05/2015, les réalisations du PTBA 2015 sont de 509 609 639 FCFA, soit un taux d'exécution financière de 10,21%. Cette situation n'est pas satisfaisante et nécessite une planification pluriannuelle et un renforcement du suivi budgétaire non opérationnel.

161. **Décaissement.** En incluant le dépôt initial, le Don du FIDA est décaissé à 33,43% par rapport au montant alloué, soit un montant de 7 230 610 USD. Ce taux est jugé insatisfaisant après deux années de la mise en œuvre du projet. La catégorie I «Génie Civil et Rural» est décaissée à 2%; la catégorie III «Etude, Formation Information, Assistance Technique» à 89,68% et la catégorie V «Salaires et indemnités» à 77,4%.

162. Le taux de décaissement de la catégorie I est très bas. Par ailleurs, la mission a noté un taux d'exécution élevé de la catégorie "Salaires et indemnités". A ce rythme, cette catégorie risquerait de dépasser les 130% avant la Revue à Mi-Parcours (RMP) du projet. La mission a attiré l'attention de l'UCP sur ce fort taux d'exécution financière et demandé que des projections soient faites jusqu'en mi ou fin 2015 pour avoir une idée plus précise sur ce problème.

163. **Flux des fonds et Demandes de Retrait de fonds (DRF).** Après analyse des dates d'élaboration des DRF, la mission constate qu'à la date du 30 avril 2015, le projet a émis au total 11 DRF FIDA dont six paiements directs et cinq demandes de réapprovisionnement du compte désigné.

Cette cadence ne facilitera pas l'exécution correcte des PTBA et devra être corrigée. Le projet doit produire au moins une DRF de réapprovisionnement par mois, pour éviter la tension de trésorerie.

164. Au 30/04/2015, la situation de la trésorerie du projet est satisfaisante. En effet, le solde de la trésorerie du compte désigné est de 58,23% du montant de l'avance au compte désigné, qui est de 1 500 000 USD. La bonne pratique exige une disponibilité de trésorerie toujours supérieure ou égale à 30% de l'allocation initiale.

Libellés	Montants compte du don (FCFA)	Montants compte du don (USD)	%
Solde du compte désigné	273 722 245	547 444,49	36,50
Solde des comptes d'opération	163 002 138	326 004,28	21,73
Trésorerie Disponible	436 724 383	873 448,77	58,23
DRF en cours de traitement	255 260 877	510 521,75	
DRF non encore créditées	0	0,00	
Montant non encore sollicité pour DRF	58 014 740	116 029,48	
Total justifié	750 000 000	1 500 000,00	
Montant recouvré par le FIDA	0	0	
Montant de l'avance initiale	750 000 000	1 500 000,00	
Ecart	0	0	

165. **Fonds croisés.** En 2013, suite à des tensions de trésorerie, un montant de 75 617 207 FCFA de salaires/indemnités du PRAREP a été payé sur les ressources du PROPACOM dont : 18 019 000 FCFA/février; 19 388 000 FCFA/mars; 38 210 207 FCFA/décembre (y compris les gratifications). Ces montants ont été remboursés à travers les DRF 03/2013 et 05/2014 et virés dans le compte désigné du PROPACOM. Comme il s'agit de préfinancement, il y a lieu de procéder à la régularisation sur le financement du PRAREP de ces dépenses qui lui sont imputables. A date, le montant à régulariser est de 34 857 082 FCFA après le paiement par le PRAREP d'un montant de 40 760 125 FCFA relatif aux droits de séparation du personnel en fin de contrat au 31/12/2014, imputables au PROPACOM.

166. **Financement de la Contrepartie.** Le montant cumulé à date de la Contrepartie comptabilisé en numéraire et exonérations d'impôts et taxes, est de 392 052,72 USD / 5 410 000 USD. Ainsi, par rapport aux engagements de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du projet, le taux de réalisation est de 7,25%. Ce taux apparaît bas car les fonds bien que disponibles, sont liés aux activités. Le montant total estimé de la contribution des bénéficiaires est de 1 056 000 USD sur la durée du projet. A date, le projet n'a pas comptabilisé de contribution dans la mesure où les activités exigeant la participation des bénéficiaires en nature ou numéraire ne sont pas encore mises en œuvre.

167. **Suivi des prestataires/conventions.** Le tableau de suivi des protocoles et conventions comporte un seul marché en cours de mise en œuvre. Il s'agit de la convention pour la réinsertion des ex-combattants dans le secteur agropastoral signée le 08/05/13 avec l'ADDR. Cette convention a fait l'objet d'un avenant sans incidence financière, signé le 26/08/14 pour modifier le délai afin d'optimiser l'exécution. A date, le total payé sur cette convention est de 1 492 514 775 FCFA sur 1 659 665 863 FCFA soit 89,93%. Le solde est de 167 151 088 FCFA (DRF 12).

168. **Etats Certifiés des Dépenses (ECD).** Deux DRF de réapprovisionnement (DRF n°10 et n°11) ont été élaborées par le projet après la mission de supervision de décembre 2014. La mission a passé en revue par échantillonnage les ECD de la DRF n°10 (Cat III et Cat I). Cet examen a permis de constater que les classeurs des pièces comptables sont facilement identifiables et exhaustifs. Aussi, toutes ces pièces portent la mention «Régulée par chèque n°xxx», les Avis de Non Objection (ANO) et rapports approuvés pour le paiement de certains prestataires sont également joints à toutes les pièces où ils sont exigés. Dans le souci d'améliorer le système d'archivage des dépenses sous ECD, le projet est en train de mettre en place, pour chaque DRF, un classeur spécifique regroupant toutes les justifications y relatives.

169. La mission rappelle que le contrôle supplémentaire sur l'exécution rationnelle des dépenses avec la présence des Agents Comptables et Contrôleurs Financiers rattachés aux structures de gestion sécurise davantage les opérations financières.

Audit

170. **Rapport d'audit.** Le rapport d'audit des comptes de l'exercice clos au 31/12/2014 a été transmis au FIDA le 15 avril 2015. L'audit est pas qualifié mais les principales améliorations de cet audit se résument comme suit: (i) la gestion du carburant: l'UCP doit faire un rapprochement systématique entre la quantité de carburant figurant sur le bon de commande et celle effectivement reçue sur les cartes des carburant; (ii) la gestion des contrats: le suivi de l'exécution des contrats doit être automatisé dans le TOMPRO (maintenant il est fait sur Excel.)

171. La mission de supervision a relevé que cinq points ont fait l'objet de recommandations assorties de dates convenues de réalisations. Au cours de la période sous revue, la mission note que deux de ces recommandations ont été effectivement mises en application, et trois non encore réalisées.

Passation des marchés

172. Le PPM 2015 révisé porte sur 40 marchés pour un montant de 4 340 224 000 FCFA soit environ 8 680 450 USD. Le PPM n'est pas régulièrement renseigné et ne fournit pas d'informations sur les raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée.

LIBELLES	Prévisions			
	Nbre	Montants (000) CFA	Montants (000) USD	%
Fournitures	9	904 020	1 808,04	20,83%
Travaux	10	2 582 980	5 165,96	59,51%
Consultant	21	853 224	1 706,45	19,66%
TOTAL	40	4 340 224	8 680,45	100,00%

1 USD = 500 FCFA

173. La mission constate que le processus de la passation des marchés se passe avec des grands retards durant la numérotation au niveau de la DRMP et aussi pendant l'approbation au niveau de l'autorité compétente. La mission recommande le renforcement du suivi des marchés de l'UCP au niveau central. Un responsable de la passation des marchés a été recruté, il prendra fonction à partir de juin 2015 et sera pris en charge sur le fonds PROPACOM.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
<u>Personnel</u> <ul style="list-style-type: none"> Reviser l'organigramme du PROPACOM au cours du deuxième semestre 2015 et mettre à jour le manuel des procédures Faire des projections de la catégorie «Salaires et indemnités» jusqu'en juillet ou décembre 2015 pour avoir une idée plus précise sur le dépassement éventuel Fournir à la DGPPS la liste des éléments contenus dans la rubrique «salaires et indemnités» 	Coordonnateur/RAF	30/09/2015
<u>Logiciel de Gestion Tom2pro</u> Reprendre le paramétrage des tableaux 5A, 5B et 5C dans le logiciel de gestion Tom2pro en vue de permettre d'éditer directement en USD et/ou DTS	RAF/Comptable/AAC	31/07/2015
<u>Fonds de la contrepartie</u> Respecter les engagements du Gouvernement en matière de fonds de contrepartie et la contribution des bénéficiaires dans la réalisation des activités et des objectifs du projet	Coordinateur/RAF	Continu
<u>Immobilisations</u> Continuer à faire viser par chaque utilisateur la liste des biens qui lui sont affectés, et afficher sur le mur et/ou la porte les biens contenus	RAF/Comptable/AAC	30/06/2015

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
dans son bureau. Valoriser toutes les immobilisations du PRAREP avant leur transfert au PROPACOM qui les inclura dans ses ressources, comme participation du gouvernement.	RAF/Comptable	30/06/2015
<u>Préparation de DRF</u> Produire au moins une DRF de Réapprovisionnement par mois, pour éviter la tension de trésorerie	RAF/Comptable	Continu
<u>PTBA 2015</u> Séparer le PTBA du PROPACOM OUEST de celui du PROPACOM. Nécessité d'une planification pluriannuelle du PROPACOM OUEST et d'un renforcement du suivi budgétaire non opérationnel	UCP	Immédiat
<u>Suivi des principaux prestataires du projet</u> Se conformer aux clauses contractuelles avant paiement des soldes de toutes les conventions	Coordonnateur/RAF/RSE	Continu
<u>Passation de marchés</u> <ul style="list-style-type: none"> Mettre régulièrement à jour le PPM et donner également les raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée Documenter de manière détaillée les retards sur la passation des marchés et identifier les causes de ces retards puis proposer des solutions 	RAF/RPM/RSE	Continu
<u>Audit</u> Faire le suivi de la recommandation de l'auditeur en matière de gestion de carburant et de gestion des contrats	Coordonnateur /RAF	30/06/2015

F. Durabilité

174. La mission rappelle que la stratégie de durabilité du projet est basée sur: (i) l'information et la sensibilisation des OPA, (ii) la responsabilisation et l'appropriation des activités par les OPA, (iii) la structuration et la professionnalisation des OPA, (iv) le désengagement progressif des appuis du projet. Cette approche vise à développer au sein des OPA des compétences d'auto-organisation et de prise en charge de la gestion de leurs activités.

175. Suite aux échanges que la mission a eus avec les prestataires d'appui-accompagnement et de renforcement des capacités, il est apparu que certains éléments de pérennisation ne sont pas suffisamment pris en compte dans l'approche d'appui-accompagnement des prestataires. Cette approche se focalise principalement sur la dispense de formations et n'intègre pas suffisamment la mise en place des éléments structurants suivants:

- classification des OPA selon leur degré de maturité et ciblage d'actions d'accompagnement tenant compte du niveau de maturité des OPA et de l'objet des microprojets;
- mise en place de comités techniques de gestion spécialisés (intrants, équipements, aménagements, commercialisation etc.) qui favorisera l'organisation et la fourniture cohérente et efficace de services tels que: information/sensibilisation, planification des campagnes agricoles, approvisionnement/distribution, commercialisation, etc.;
- l'émergence d'animateurs/formateurs endogènes qui assureront progressivement les services d'accompagnement technique et organisationnel de proximité. Ce mécanisme facilitera le processus de relève et de prise en charge et l'appropriation des services d'accompagnement par les OPA;
- la mise en place selon le niveau de maturité des OPA de mécanismes pérennes de financement et de recouvrement des fonds intrants, de gestion, de maintenance et de renouvellement des équipements, d'entretien des périmètres aménagés, des pistes d'accès et des infrastructures marchandes. Ces mécanismes privilégieront la bancarisation des OPA.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Classer les OPA bénéficiaire selon leur degré de maturité et cibler des actions d'appui-accompagnement qui tiennent compte de leur niveau de maturité et de l'objet des microprojets	COPA	Immédiat
Mettre en place au sein de toutes les OPA des comités techniques de gestion spécialisés (production, commercialisation, entretiens des aménagements, gestion des équipements)	COPA	Immédiat
Favoriser l'émergence d'animateurs/formateurs endogènes pour faciliter l'appropriation des services d'accompagnement par les OPA	COPA	Immédiat
Mettre en place des mécanismes pérennes de financement, de recouvrement et d'entretien des appuis (fonds intrants, équipements, aménagements, pistes d'accès et infrastructures de stockage)	Coordo / COPA / RFR / RIR / CPA	Immédiat

G. Autres aspects

Etablissement de partenariats et passation des marchés

176. **Etablissement de partenariats.** Dans le cadre de sa mise en œuvre, le PROPACOM a privilégié la contractualisation avec des prestataires de services recrutés par voie d'appel à concurrence.

177. L'analyse de la gestion des délais dans le cadre de la mise en œuvre du PPM fait encore apparaître des délais anormalement longs au niveau de la numérotation et de l'approbation des marchés. La mission a rencontré la DRMP et le Préfet de Région qui se sont engagés tous les deux à contribuer à réduire ces délais.

178. Un décret portant modification des procédures et modalités de gestion des projets financés par les partenaires techniques et financiers est en préparation au niveau du Gouvernement. Ce décret adressera toutes les difficultés liées à la gestion financière et au processus de passation des marchés des projets.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Faire un suivi plus rapproché des dossiers relatifs à la passation des marchés soumis à la DRMP et au Préfet	Coordo/ RPM	Immédiat

Prise en compte du genre

179. Dans les zones d'intervention concernées par la mise en œuvre du projet, le contexte culturel comporte encore des facteurs qui influencent fortement l'accès des femmes à la terre, ainsi que leur participation aux sphères de décision. Les femmes sont représentées au sein des OPA des filières mais elles participent très peu au processus de prise de décisions et subissent, dans la majorité des cas, les décisions prises par les hommes membres de leurs OPA. La majorité d'entre elles ne maîtrisent bien ni l'organisation, ni le fonctionnement de leurs structures.

180. Les principales contraintes à la participation au projet des groupements de femmes sont: (i) les pesanteurs socioculturelles et la sous-information qui limitent l'expression de la demande des femmes face aux opportunités offertes par les projets ; (ii) l'analphabétisme ; (iii) les difficultés dans l'accès à la terre; et (iv) la faiblesse organisationnelle des groupements de femmes.

181. Pour la prise en compte efficace des besoins des femmes et des jeunes dans les activités du PROPACOM, l'UCP a élaboré des critères de sélection des microprojets favorables aux OPA ayant parmi leurs membres des femmes et des jeunes. L'objectif à terme du projet est de cibler au moins 40% de femmes et de jeunes. La mission encourage également l'UCP à susciter des demandes et prioriser le financement d'activités qui attirent le plus les femmes et les jeunes notamment la production maraîchère, la petite transformation et la commercialisation des produits vivriers. Le

ciblage prioritaire de ces groupements de femmes et de jeunes leur permettra en outre d'avoir accès aux appuis à la structuration, à la formation, la mécanisation et aux technologies.

182. En outre, dans les accords de financement des microprojets, l'UCP a introduit une clause pour faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux parcelles nouvellement aménagées (fixée pour le moment à 30%). La sensibilisation de proximité initiée se poursuit encore auprès des groupements et coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction. Les formations en alphabétisation fonctionnelle actuellement en cours devraient favoriser cette implication et permettre aux femmes et jeunes de mieux gérer leurs activités de production et génératrices de revenus.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Susciter des demandes et prioriser le financement d'activités qui attirent le plus les femmes et les jeunes notamment la production maraîchère, la petite transformation et la commercialisation des produits vivriers	COPA	Continu
Poursuivre la sensibilisation de proximité initiée auprès des groupements, des coopératives de producteurs sur la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes dans les organes de direction	COPA	Continu
Développer et mettre en œuvre une stratégie genre pour la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes	COPA	Novembre 2015

H. Conclusion

183. A l'analyse des résultats cumulés du PROPACOM depuis le début de sa mise en œuvre en 2012, il apparaît clairement que les performances du projet, à ce jour, ne sont pas satisfaisantes, notamment pour le volet «aménagements hydro-agricoles» dont dépendent les productions rizicoles et maraîchères. Tous les autres volets accusent également des retards importants.

184. L'état actuel du niveau de mise en œuvre du PTBA 2015 est loin d'être rassurant, car au 15/05/2015, le taux d'exécution financière pour cette année n'est que de 10,21% pour un taux physique de 5,78%.

185. La gestion comptable du projet est satisfaisante et les principales préoccupations concernent plutôt les aspects administratifs et opérationnels notamment : le suivi et le respect du PPM, la mise en place et le suivi d'un plan de fourniture des appuis conseils ; le recrutement et la prise de service du personnel additionnel, la préparation de chronogramme de réalisation des aménagements hydro-agricoles régulièrement révisé; une interaction plus régulière avec la DRMP et la Préfecture pour accélérer les procédures de passation des marchés.

186. La préparation des différents manuels est bien avancée, notamment le manuel des opérations, le manuel de procédures administratives, financières et comptables ainsi que les manuels de suivi-évaluation et de financement des microprojets.

187. La plupart des recommandations des missions de supervision et des missions du comité *ad hoc* ainsi d'ailleurs que certaines recommandation des rapports d'audit demeurent encore non exécutées dans les délais prescrits. La préparation d'un tableau de bord de l'ensemble de ces recommandations et le suivi de leur mise en œuvre accompagnés de l'élaboration et la soumission de rapports mensuels y afférents permettront d'améliorer la situation à ce niveau.

188. L'amélioration de la situation globale du projet nécessite de la part du Ministère de tutelle et de l'Unité de Coordination une réaction énergique incluant, entre autres, les actions suivantes: (i) achever très rapidement le processus de recrutement de tout le personnel additionnel, (ii) faire un suivi plus rapproché de la conduite des études techniques et la réalisation des aménagements hydro-agricoles y compris la préparation d'un chronogramme révisé se rapportant à tous les sites à aménager et conduire des missions de terrain plus fréquentes; (iii) adopter une procédure de planification pluriannuelle et renforcer le suivi budgétaire et plus particulièrement le budget relatif aux

activités non-opérationnelles; et (iv) satisfaire dans les meilleurs délais les conditions préalables au premier décaissement du PROPACOM Ouest.

189. La réunion tenue avec la mission, l'ONDR et la DGPPS a permis de trouver une solution au problème de la mise à disposition des fonds de roulement aux trois mini-rizeries. La DGPPS devra cependant continuer à suivre la mise en œuvre effective du remboursement de ces fonds.

190. Seule une réaction déterminée permettra de sortir le PROPACOM de la liste des projets à risque et apporter aux bénéficiaires ultimes les résultats attendus de ce projet en termes d'augmentation de la productivité et des revenus, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de professionnalisation des OPA.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire			No. du projet	1589 [1100001589]	No. du prêt/don DSF	1000004128
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation					Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/06/2015						
Inst. responsable de la supervision	IFAD						
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1				
Dernière Supervision	29/05/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.97	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	35
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	16/04/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2018			Financement national total	6.47	
Clôture	30/09/2018			National Govern	5.41	4
Nbre de prolongations	30/09/2018			Beneficiaries	1.06	2
	0			Cofinancement total externes		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	2	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	2
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	3	5. Lutte contre la pauvreté	3	3

6. Qualité et ponctualité des audits	4	5	6. Efficacité du ciblage	3	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	2
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	3	2	2. Autonomisation	3	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	3	3
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	2
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	3

B.5 Justification des notes

Conduite opérations administratives/financières/comptables satisfaisante (états financiers/audit transmis avant échéance; situations comptables/financières consistantes/fiables disponibles pour la mission). Décaissement réel (DRF 11) 33,43%, 3 ans après mise en vigueur (16/03/2012). Passation des marchés: registre des contrats à jour. Dossiers bien classés/contenant autorisations/non objection DRMP et ANO FIDA, si requis. Tableau de suivi exécution financière/physique marchés/contrats en cours de mise à jour. Le processus de passation accuse des retards considérables en l'absence d'un suivi rapproché du PPM. Manuels de base en cours d'actualisation pour tenir compte des orientations du PROPACOM Ouest. Principaux prestataires/fournisseurs recrutés. Mise en place système S&E + informatisation achevée. Rapports annuels SYGRI transmis à bonne date. Production/régularité rapports S&E à améliorer. PTBA 2015: Au 30/4 exécution physique 5,78%, financière 10,21%. Important retard dans travaux réhabilitation/aménagement des 888 ha susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de production rizicole sur le cycle juillet-décembre. études techniques sur 1 088ha de sites rizicoles et 19ha de sites maraîchers en cours. Pour améliorer exécution du PTBA, mesures vigoureuses à prendre avec toutes les parties prenantes (suivi renforcé des marchés, décisions appropriées pour marchés en souffrance, réalisation travaux d'aménagements au système d'irrigation g-à-g de sites maraîchers sur 15,6ha). Dispositions prises pour garantir équité hommes-femmes dans mécanisme sélection/accords de financement/note sur procédures prise en compte genre dans actions du projet. Activités agricoles démarrées en 2013 et poursuivies en 2014 avec production maïs. production maïs 2014 = 4 385t. productions riz/cultures maraîchères n'ont pas encore démarré. Manuel financement microprojets en cours d'actualisation renforcera dispositif de ciblage pour prendre en compte plus de femmes/jeunes. climat/environnement: initiatives pour améliorer calage cycles culturaux/perspectives de fertilisation raisonnée à travers analyse sols. partenariat avec SODEXAM améliore dispositif analyse/exploitation des données climatiques. Vulgarisation/renforcement acteurs à l'utilisation compost en cours. Le PROPACOM Ouest/financement ASAP permettront de mieux adresser cette question.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	2
C.2 Sécurité alimentaire	3	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	3	2
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	2

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les réalisations du projet sur le terrain, à l'exception du maïs, sont encore peu visibles. Les objectifs de production rizicole prévue à partir de juillet risquent de ne pas être atteints. Renforcer le suivi des prestataires et fournisseurs par l'application effective des sanctions prévues et à travers des rencontres périodiques avec la DRMP. Ce suivi de la bonne conduite des activités en cours devrait permettre d'inverser la tendance. Valorisation et mise en marché. Les infrastructures marchandes et les équipements de transformation-commercialisation au profit des OPA ne sont pas encore mis à disposition.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet accuse globalement un retard dans son exécution. Bien que la planification des activités se soit améliorée, l'exécution des marchés connaît des retards liés à la faible capacité des prestataires, au non-respect des délais contractuels, au faible suivi exercé par l'UCP. Améliorer le suivi du processus de passation des marchés. Renforcer le suivi des prestataires et fournisseurs par l'application effective des sanctions prévues et à travers des rencontres périodiques avec la DRMP.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les arrêtés de création de la régie et de nomination du régisseur de l'antenne de Bouaké ainsi que les arrêtés modificatifs des montants pour les régies de Bondoukou et Korhogo ne sont pas pris ; Cette situation pourrait affecter le bon fonctionnement des antennes. Si les délais de passation des marchés ne sont pas réduits, les activités risquent de connaître des retards importants dans leur exécution.
---------------------	---

Avancement de l'exécution du projet	Le faible suivi des marchés par l'UCP, la faible capacité des prestataires et le non-respect des délais contractuels sont de nature à compromettre les objectifs de production du projet. Le prolongement du retard dans le recrutement du personnel complémentaire de l'UCP/Antenne pourrait affecter la mise en œuvre des activités du PTBA 2015.
Produits et réalisations	La contrainte climatique demeure un risque majeur pour la réalisation des objectifs. Dans certaines zones, la non maîtrise de l'eau peut compromettre les produits et réalisations du projet. La faible capacité des prestataires de services constitue un risque pour la mise en œuvre efficace des activités du projet.
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) le non-respect par les OPA/CGA des engagements contractuels contenus dans les accords de financement ;,ii) le faible prix d'achat des produits agricoles.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
gestion du projet	La performance de certains membres du personnel du projet, dont notamment le Coordonnateur, ne semble pas en adéquation avec les profils des postes et les termes de référence. Le Gouvernement est invité à prendre des mesures pour résoudre définitivement ce problème	dans les plus brefs délais	
non-exécution des recommandations des missions de supervision, de la cellule ad hoc et de l'audit	• élaborer un tableau de bord de l'ensemble des recommandations • faire le suivi de leur exécution dans le temps • élaborer et soumettre des rapports de mise en œuvre au MINAGRI et au FIDA	mensuel	
délai du processus de passation des marchés est très long	• rendre opérationnel le module TomMarché et finaliser le recrutement du responsable de la passation des marchés • tenir des rencontres périodiques (DRMP, Préfecture et UCP)	fin juillet 2015/mensuelle	
Profil de risque	• Mise à disposition des ressources aux antennes pour les rendre autonomes ; • Suivi régulier de l'exécution des marchés avec les prestataires • Impliquer progressivement les institutions financières dans la gestion des mécanismes de crédits semences et intrants en vue de la bancarisation des OPA	fin octobre 2015/continu/fin octobre 2015	
Gestion administrative et financière	Compléter les outils de gestion en rendant disponibles les versions définitives des: • Manuel des procédures administrative, financière et comptables • Manuel d'exécution • Manuel de financement des microprojets, • Manuel de suivi-évaluation	fin juillet 2015	en cours

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 30 avril 2015)

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		1. Objectif général			
	Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan	La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *		Enquête SYGRI DSRP Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV) Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD Statistiques nationales et enquêtes de référence	Stabilité socio-économique du pays
		Insuffisance pondérale			
		Garçon	9%		
		Fille	7%		
		Malnutrition chronique			
		Garçon	37%		
		Fille	33%		
		Malnutrition sévère ou aigüe			
		Garçon	20%		
		Fille	16%		
		Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté			
		% des femmes chefs de ménages les plus pauvres	33%		
		% des femmes chefs de ménages pauvres	19%		
		% des femmes chefs de ménages moyennement pauvres	19%		
		% des femmes chefs de ménages riches	9%		
		% des femmes chefs de ménages très riches	7%		
		2. Objectif de développement			
La production agricole a concerné le maïs en 2013 et 2014. Pour 2013, aucun encadrement n'a été apporté aux producteurs en raison des difficultés pour recruter des structures d'encadrement. Concernant 2014, les données sur les rendements ne sont pas encore disponibles vu que les récoltes sont en cours jusqu'à fin décembre 2014.	Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge)	ND	Enquête SYGRI Rapport annuel SYGRI 2013 et rapport d'activités fin décembre 2014 Suivi-évaluation du PNIA Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet Statistiques nationales	Stabilité socio-économique du pays
		25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans	8 054		
		% de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans *	ND		
		Rendements de cultures ciblées augmentés pour au moins 30%	ND		
		Riz irrigué	33%		
		Maïs			
		3. Résultats			
		Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits			
		Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production			
La production de semence R1 a été réalisée sur l'année 2013 seulement pour couvrir les besoins du projet en 2014	Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux	Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants*	0%	Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages Revue à mi-parcours Rapports des	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ; constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
		Au moins 30% des OPA ciblées ont renouvelé au moins un équipement agricole	0%		
		Quantité de semences certifiées produites			

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
	agricoles)	semences R1 maïs produites (t)	250	prestataires	
		Quantité d'intrants (semences, engrais et équipement) distribuées			
		Semences			
		Riz irrigué base (kg)			
		Riz irrigué R1 (kg)			
		Maïs (base kg)	4 200		
		Maïs R1 (kg)	66 035		
		Chou (kg)	0.4		
		Tomate (kg)	5		
		Oignon (kg)	40		
		Engrais			
		Urée (kg)	281 800		
		NPK (kg)	437 200		
		Herbicides (l)	4 154.8		
		Insecticides & Fongicides (kg)	4 298.4		
		Petit matériel			
		Sacs	1 600		
		Pulvérisateurs	812		
l'enquête SYGRI de 2ème niveau sera réalisée entre janvier et mars 2015 pour renseigner les autres indicateurs.	Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions	0%	Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages Revue à mi-parcours Rapports des prestataires	Prestataires de services de qualité disponibles
		au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *	0%		
		30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) *	0%		
		nombre de producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles par genre	1709		
		dont femmes	622		
		nombre de technologies de production diffusées	0		
Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production					
en raison des lourdeurs dans la passation des marchés, les premiers chantiers de travaux ont démarré en novembre 2014,	Produit 3 : Des aménagements hydro-agricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	Existence de comité de gestion et d'un dispositif d'entretien	21	Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages Revue à mi-parcours Rapports des prestataires	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
		Superficie de périmètres rizicoles réhabilités (2000 ha)	0		
		Superficie de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés (400 ha)	0		
		Superficie de périmètres maraîchers sous irrigation localisée réalisés (90 ha)	0		
		25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées	0%		
Composante 2 : Valorisation et mise à marché					
Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production					
	Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies	Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPA ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation	0%	Enquête SYGRI Rapports des prestataires	Rentabilité économique des filières choisies

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
	et les équipements de post-récolte sont disponibles	et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge)		Rapports de suivi-évaluation Rapports des OPs Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		25% de petits producteurs ciblés ont adopté les technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*	0%		
		30% des OPA soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les prix	0%		
		nombre de technologies transformation, conservation et de commercialisations diffusées	0%		
		60 km de pistes d'accès sont réalisées *	0		
	Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	27 magasins de stockage, groupage et de hangars de conditionnement sont construits *	0	Enquête SYGRI PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
		12 abris pour unités de transformation sont créés*/fonctionnels	0		
		25% des producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées	0%		
		Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation			
	Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	30% des OP de bases appuyées adhèrent à une coopérative	0%	Enquête SYGRI Rapports de suivi des OPs Base de données des OPs Liste des membres des OPs Diagnostic des OPs en PY1, PY3 et PY5 Rapports mensuels des agents d'appui-conseil Revue à mi-parcours	Gouvernance et démocratie appliquées
		25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives	%		
		20% des OPA soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à leurs membres	%		
		Nombre d'OP appuyées par le projet	494		

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
Produits et effets				
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Planifier la réalisation des études d'identification et les études techniques des sites de telle sorte à disposer des résultats au plus tard en octobre de chaque année pour servir à l'élaboration du PTBA de l'année suivante. (*)	Continu. Les résultats des études en cours <ul style="list-style-type: none"> 1080 ha+19 ha/cultures maraîchères (CRC 2013) 708 ha/riz+55ha/cultures maraîchères (CRC 2014) serviront à bâtir le PTBA 2016 à partir d'octobre 2015 	RIR/RPM	Continu
Composante 2 : Valorisation et mise en marché	Poursuivre sur une année supplémentaire l'appui aux 3 minirizeries ESOP mises en place par le PRAREP	En cours. Un contrat a été signé avec le CIDR pour une durée supplémentaire de 12 mois à partir de janvier 2015. Le CIDR poursuit son appui aux 3 ESOP	UCP	janv-15
	Réaliser une étude sur les performances et contraintes des minirizeries déjà en fonctionnement.	Non échu. des négociations sont en cours avec TechnoServe pour examiner les modalités de cette étude (sélection par entente directe)	UCP	nov-15
	Choisir un opérateur pour l'appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz.	Non réalisé. L'absence des chargés de transformation-commercialisation au sein de l'UCP a retardé la mise en œuvre de cette recommandation	UCP	janv-15
	Fournir, en étroite collaboration avec l'ONDR et le plus rapidement possible, un appui destiné à opérationnaliser les plateformes	Non réalisé. L'absence des chargés de transformation-commercialisation au sein de l'UCP a retardé la mise en œuvre de cette recommandation	UCP /ONDR/ CPA/ CTC	févr-15
	Informar toutes les OPA des nouvelles conditions d'obtention des équipements en utilisant des supports d'information adaptés	En cours. L'information des OPA se poursuivent sur le terrain au cours de mission d'instruction de microprojets. Les dépliants de présentation du PROPACOM ont été actualisés à cet effet	UCP/COPA	janv-15
	Présenter aux OPA un catalogue le plus complet possible des différents équipements de transformation disponibles et conseiller les coopératives pour choisir un mode de gestion des équipements (leasing etc.)	En cours. le catalogue sera finalisé avec la prise de service des chargés de transformation-commercialisation	UCP /CTC	juin-15
	Signer un avenant du marché afférent à l'alphabétisation ainsi que le protocole y afférent avec le Service autonome d'alphabétisation et d'éducation non formelle pour changement d'autorité contractante.	Réalisé. L'avenant a été signé, les cours d'alphabétisation se poursuivent pour une durée de 6 mois sur le PROPACOM	UCP/ RAF/	févr-15
	continuer la réflexion sur les résultats de l'étude menée sur ce sujet afin d'aboutir rapidement à une stratégie sur les SIM. **	Non réalisé. en attente de la prise de service des CTC ; se rapprocher davantage du ministère du commerce qui envisage la réalisation d'une étude nationale sur la commercialisation des produits vivriers (SIM)	UCP/RTC/ RGOPA	1 ^{er} trimestre 2015
Composante 3 : Coordination, gestion et Suivi & Evaluation	Transmettre le PTBA et le PPM 2015 à l'approbation du FIDA sans délai aussitôt après l'approbation par le COP	Réalisé. Le PTBA 2015 a été soumis à l'ANO du FIDA le 31/12/15	Coordo/ /UCP	15/01/15
	Veiller à la prise des arrêtés préfectoraux de nomination des représentants des filières ciblées au CRC	Partiellement réalisé. le Préfet du Hambol a pris un arrêté pour désigner les membres des CRC du Hambol. L'arrêté pour le Gbêkè est en cours d'élaboration. Non réalisé. pour les 2 autres antennes de Bondoukou et Korhogo (régions de Poro, Bagoué, Tchologo, Bounkani, Gontougo)	DRA/ Chefs d'Antennes	immédiat
	Faire désormais la restitution et le partage des résultats de <u>toutes</u> les études réalisées avec les différentes parties prenantes (les	Continu. L'UCP a invité les parties prenantes aux restitutions des études sur le diagnostic des OPA et les finances rurales. Il	Coordo/UCP	Continue

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	bénéficiaires, les autres projets, les partenaires au développement, l'UCP etc.).	en sera de même pour les études à venir		
	Organiser une session extraordinaire du COP à l'issue des premiers CRC de l'année afin d'accélérer la mise en œuvre des micro-projets sélectionnés ou, à défaut, faire approuver les micro-projets par un comité restreint issu du COP.	Non réalisé. La session extraordinaire n'a pas eu lieu. Les CRC de Bouaké et Korhogo n'ont pas approuvé de microprojets. Les 21 microprojets présélectionnés à Bondoukou sont en cours d'instruction complémentaire avant une approbation définitive et soumission au COP de juillet 2015	MINAGRI/UCP	Chaque année après les premiers CRC (approximativement en mars)
	Organiser un atelier spécifiquement dédié aux activités du PTBA de l'année en cours et ensuite, pour les micro-projets approuvés par les CRC, soumettre au FIDA une DANO globale rassemblant tous les TDR et DAO préparés pour ces micro-projets.	Non réalisé. La session extraordinaire n'a pas eu lieu. Les CRC de Bouaké et Korhogo n'ont pas approuvé de microprojets. Les 21 microprojets présélectionnés à Bondoukou sont en cours d'instruction complémentaire avant une approbation définitive et soumission au COP de juillet 2015	UCP/antennes	Mars et novembre de chaque année
	le MINAGRI s'assurera que toutes les conditions préalables au premier décaissement du PROPACOM Ouest sont remplies	Non réalisé. l'arrêté portant création du COP unique PROPACOM et PROPACOM Ouest et les arrêtés portant création des CRC n'ont pas été pris. En cours. mise à jour des manuels de base du PROPACOM réalisé. les arrêtés de nominations du Coordonnateur, du RAF, du RSE ont été pris. L'arrêté de création de l'UCP unique PROPACOM et PROPACOM Ouest a été également pris.	MINAGRI/UCP	31/12/14
	Dresser un chronogramme incluant les responsabilités et toutes les étapes administratives et opérationnelles des activités à entreprendre avant le démarrage effectif du PROPACOM Ouest.	Réalisé. un chronogramme a été élaboré. Les principaux ateliers sont prévus pour septembre 2015 sous réserve de l'aboutissement du recrutement du personnel	MINAGRI/ Coordo	1 ^{er} trimestre 2015
	Soumettre au FIDA la version finale du manuel de financement des microprojets et incluant la prise en compte des nouvelles dispositions préconisées dans le PROPACOM-extension Ouest, notamment les mécanismes de clarification foncière**	Non réalisé. Le manuel de financement des micro-projets est en cours de mise à jour pour prendre en compte les nouvelles dispositions préconisées dans le PROPACOM Ouest. La version révisée est attendue pour fin mai 2015.		
	Inscrire dans le manuel de financement des microprojets le mécanisme d'attribution d'un maximum de 2 microprojets retenus pour financement sur base des activités de production et/ou valorisation (sauf les activités de formation)	En cours. Le consultant a été instruit d'inscrire cette disposition dans le manuel actualisé	UCP	Immédiat
	Recruter pour 2015 des prestataires qui (i) accompagneront les OPA dans la préparation de leur dossier de micro-projet et (ii) fourniront une note globale sur ces demandes aux CRC	Non réalisé. sera pris en compte dans le manuel actualisé sous réserve de l'accord du COP qui a une autre vision (les microprojets seront élaborés par le personnel des antennes)	UCP/antennes/DRA/DDA	Continu
	Veiller à ce que tout nouveau micro-projet soit inséré dans un « plan d'affaires » de l'OPA et fasse l'objet, lors de sa formulation, avec l'appui d'un opérateur, d'une analyse même sommaire portant sur les aspects techniques, commerciaux et financiers en vue d'aider les CRC à mieux opérer leurs choix des microprojets à financer ;	Non réalisé. sera pris en compte dans le manuel actualisé sous réserve de l'accord du COP qui a une autre vision (les microprojets seront élaborés par le personnel des antennes)	UCP	1 ^{er} mars 2015 (avant les premiers CRC 2015)
	Proposer également une méthode d'analyse des aspects techniques, commerciaux et financiers qui, tout en faisant appel à un opérateur, ne va pas trop rallonger les délais menant à l'approbation des microprojets	Non réalisé. sera pris en compte dans le manuel actualisé sous réserve de l'accord du COP qui a une autre vision (les microprojets seront élaborés par le personnel des antennes)	COPA	Continue
	Le DRA, en collaboration avec les autres structures compétentes du MINAGRI, fournira aux CRC un bilan agricole régional sur les filières	Non réalisé. Les DRA sont intimement associées aux CRC ; bilan agricole régional sur les filières n'ont pas encore été élaborés	Antennes /DRA	Continue

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	Cibler, lors des campagnes de sensibilisation au PROPACOM, aussi bien les OPA de production que celles faisant la transformation ou les deux à la fois	Réalisé. prise en compte lors des campagnes de sensibilisation	UCP/antennes	Continu
	Conclure l'exercice de saisie et rattrapage des données pour l'alimentation de toutes les rubriques du système informatisé du SE**	Non réalisé. la saisie se poursuit	RSE/UCP	1 ^{er} trimestre 2015 fin octobre 2015
	Planifier et budgétiser dans tous les PTBA à venir les missions de suivi-évaluation de la DEP du MINAGRI en conformité avec les pratiques de suivi-externe	Réalisé. Les 2 missions de suivi-évaluation de la DEP sont prévues au PTBA 2015 (avril 2015- oct.2015)	UCP	Immédiat
	Mettre en relation la DGPPS avec l'assistance technique offerte par IFPRI dans le cadre du don régional du FIDA afin de réaliser les étapes préliminaires à la mise en place d'une plateforme SAKSS	Réalisé. la DGPPS a été mise en relation avec l'IFRI (réunion + échanges de documents)	FIDA/DGPPS	22-déc-15
	Démarrer la mise en relation des OPA avec les institutions financières sur la base des orientations contenues dans le Document de travail No7(Accès aux services financiers)du document de conception du projet.	Non réalisé. Avec les résultats de l'étude sur les services financiers et le recrutement du spécialiste en finances rurales, cette activité sera prise en charge	COPA/ RFR – responsable finance rurale	Immédiat septembre 2015
	Mettre en œuvre le plan d'action envoyé par le FIDA pour sortir le projet de la liste des projets à risque	Réalisé. La cellule <i>ad hoc</i> a été mise en place. Elle a tenu 2 séances de travail avec l'UCP (nov. 2014 et fév.2015)	DGPPS/ UCP	mars-15
l'Etat d'avancement de l'exécution du PROPACOM	Organiser, chaque année, une revue à mi-parcours des performances du personnel sur la base de leurs résultats et accomplissements par rapport au PTBA. (*)	Non échu. Les objectifs de performances de chaque membre du personnel sont à discuter avec le concerné	DGPPS / Coordonnateur/ et Responsables d'antennes	juil-15
	Continuer à organiser une réunion mensuelle sanctionnée par un rapport sur la mise en œuvre du PTBA (chronogramme et recommandations des missions de supervision) mais en soumettre effectivement les rapports à la DEP, au point focal FIDA et au FIDA. (***)	Non réalisé. Cette activité sera réactivée	Coordonnateur/ RSE	Immédiat juin 2015
	Accélérer la procédure de création des régies et de nomination des régisseurs (**)	En cours. Les courriers de création et de nomination des régisseurs ont été transmis au MEF courant mars 2015 :	MINAGRI/UCP	mars-15 juillet 2015
	Logiciel de Gestion Tom2pro.			
Aspects fiduciaires	Reprendre le paramétrage des tableaux 5A, 5B et 5C dans le logiciel de gestion Tom2pro en vue de permettre d'éditer directement en USD et/ou DTS	Réalisé.	RAF/Comptable/AAC	31/01/2015
	Evaluation du personnel			
	Faire l'évaluation du personnel de 2014, diffuser les résultats au personnel concerné et transmettre le rapport au FIDA (**)	Non réalisé. l'évaluation du personnel de 2014 a été faite. Le rapport a été transmis au MINAGRI.	Coordonnateur	31/01/2015
	Situation de Congés.			
	Etablir un planning de congés, valider et le faire respecter afin que le personnel puisse jouir pleinement de ce droit	Réalisé.	Coordonnateur	15/01/2015
	Assurances maladies du Personnel.			
	Accélérer le processus de recrutement de prestataires afin de faire bénéficier le personnel de meilleures conditions d'assurances ;	Réalisé. un prestataire a été recruté par appel d'offres, le marché est en cours de numérotation. En attendant des dispositions transitoires ont été prise pour assurer le personnel.	Coordonnateur/RAF	15/01/2015
	Immobilisations.			
	(i) Faire un inventaire exhaustif de tous les biens du PROPACOM, (ii) Faire viser par chaque utilisateur la liste des biens qui lui sont	Réalisé.	MINAGRI/UCP	31/12/2014

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
	affectés, et afficher sur le mur et /ou la porte les biens contenus dans son bureau			
	Assurance matériel roulant et autres équipements.			
	Accélérer le processus de recrutement de prestataires afin d'assurer tous les biens et équipements du projet conformément aux dispositions de l'accord de financement du Don	Réalisé. un prestataire a été recruté par appel d'offres, le marché est en cours de numérotation	Coordonnateur/RAF	15/01/2015
	Préparation de Demandes de Retrait de Fonds (DRF)			
	Produire au moins une (1) Demande de Réapprovisionnement du Compte Désigné par mois, pour éviter la tension de trésorerie.	Réalisé. une demande de réapprovisionnement est produite au rythme des dépenses.	RAF/Comptable	Continu
	Ajustement de décaissements : (recommandation mission avril-mai 2014)			
	Régulariser le préfinancement PROPACOM à PRAREP de 75 617 207 FCFA relatif à la prise en charge par le PROPACOM de salaires de février /mars/décembre (y compris les gratifications) 2013 imputables au PRAREP	En cours. Une partie des droits de fin de contrat du personnel du PROPACOM a été payée sur les ressources du PRAREP en guise de compensation des dépenses préfinancées par le PROPACOM ; il reste néanmoins un solde 34 857 082 FCFA non apuré ; le RAP et l'audit final du PRAREP examineront la question (à discuter avec Mme MANCINI, chargée des aspects fiduciaires)	Coordonnateur/RAF/FIDA	31/12/2014
	PTBA 2015.			
	Prendre en compte les contraintes dans l'exécution du PTBA 2014, pour préparer et soumettre au FIDA un PTBA réaliste et réalisable	Réalisé. Le PTBA 2015 est principalement basé sur les marchés conclus et les activités susceptibles d'être réalisées	UCP	immédiat
	Gestion de Caisses.			
	Formaliser les procédures de gestion de caisses de petites dépenses et mettre le manuel à jour en conséquence.	Non réalisé. prise en compte dans l'actualisation du manuel	RAF/Agent Comptable	31/12/2014
	Suivi des principaux prestataires du projet.			
	Se conformer aux clauses contractuelles avant paiement des soldes de toutes les conventions	Réalisé	Coordonnateur/RAF/RSE	31/12/2014
	Passation de marchés.			
	(i) Mettre régulièrement à jour le plan de passation de marchés et donner également des raisons du retard de l'exécution d'une activité programmée	Non réalisé. à prendre en compte lors des réunions mensuelles	RAF/RPM/RSE	continu
	(ii) Documenter de manière détaillée les retards sur la passation des marchés et identifier les causes de ces retards puis proposer des solutions.	Réalisé. les causes des retards ont été documentées (retard dans la numérotation, et parfois l'approbation, absence du RPM, etc.)		
	Comptabilité.			
	Analyser et régulariser les soldes de ces comptes : (i) « personnel, congés annuels » solde créditeur de 9 822 066 FCFA, (ii) « Caisse de retraite obligatoire » solde créditeur de 21 126 880 FCFA, (iii) « régies d'avance accréditif » solde créditeur de 180 000 FCFA.	Réalisé. Les soldes de ces comptes ont été régularisés		
	Respecter les différentes dates proposées dans le planning de clôture des comptes 2014 et établissement des Etats Financiers et transmissions au FIDA ;	Réalisé. Les dates ont été respectées. Les états financiers ont été transmis au FIDA en même temps que le rapport annuel	RAF/Comptable/AAC	31/12/2014
	(i) Faire des projections de la catégorie « Salaires et indemnité » soient faites jusqu'en juillet ou décembre 2015 pour avoir une idée plus précise sur le dépassement éventuel ;	Réalisé. les projections de dépassement jusqu'en déc.2015 ont été faites. Le consultant chargé d'actualiser le manuel de procédures administratives et financières à mandat pour		Fin janvier 2015

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsabilité	Date
		examiner la question jusqu'en fin de projet et réviser la grille salariale		
	Fournir à la DGPPS la liste des éléments contenus dans la rubrique « salaires et indemnités »	Réalisé. Le contrat type contenant les éléments de la grille salariale a été transmis à la DGPPS		
	Audit Transmettre au FIDA le rapport d'audit 2014 avant le 30 juin 2015 ;	Réalisé. rapport transmis le 15/04/15	Coordonnateur /RAF	30/06/2015
Durabilité	Identifier et mettre en œuvre les appuis d'accompagnement des OPA en tenant compte de leur maturité et selon le modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs »	Continu. Les résultats de l'étude diagnostic définissent clairement les niveaux de maturité des OPA ; ces résultats compléteront les résultats du diagnostic opérationnel des OPA réalisé par les prestataires chargés de l'appui à la structuration pour définir les modules de renforcement de capacités des OPA	COPA	Continu
Partenariats et Passation des marchés	Finaliser tous les TDR et les DAO prévus pour l'exercice 2015 et lancer par anticipation le processus de recrutement des prestataires	En cours. Tous les TDR et DAO ont été élaborés à l'exception de ceux relatifs aux volets transformation-commercialisation.	COPA/ /antenne	janv-15
	Adopter des délais maximum de rédaction et d'approbation des rapports d'analyse et de jugement des offres à 10 jours	Réalisé. les délais de 10 jours sont relativement respectés mais dépendent de la disponibilité des autres membres de la COJO	RPM/ Coordo	Continu
	Adopter des délais maximum de rédaction et de signatures des marchés 5 jours	Réalisé. les délais de 5 jours sont relativement respectés mais dépendent de la disponibilité des titulaires des marchés	RPM/ Coordo	Continu
	Promouvoir le dialogue et une bonne circulation de l'information entre les différents acteurs intervenant dans le processus de passation des marchés	Continu. le dialogue est établi entre la DRMP, le Préfet et l'UCP pour faire avancer l'aboutissement des marchés	RPM/Coordo/Antennes	Continu
	Evaluer systématiquement, avant toute contractualisation de type gré à gré, les capacités opérationnelle, financière, humaine et logistique des prestataires.	Non applicable ; il n'y a pas eu de convention ou gré à gré	UCP/antennes/RPP	Continu
Prise en compte du Genre	Poursuivre les séances de sensibilisation à l'attention des autorités et chefferies sur l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production, en particulier les périmètres aménagés. (*)	Continu.	COPA	Continu
	Mettre en œuvre la stratégie de communication CCNSC(et constituer des partenariats avec les médias et les ONG pour décentraliser la diffusion de l'information, encourager la création d'initiatives locales, sensibiliser l'ensemble de la population aux questions concernant le PROPACOM et concevoir des outils de sensibilisation efficaces) **	Non réalisé. Le recrutement du prestataire en cours	COPA/RSE	Immédiat (continu)
	Veiller à la mise en œuvre effective des critères destinés à promouvoir la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes	Réalisé. pris en charge par les microprojets approuvés par les CRC. Les antennes veillent au respect de ces critères sur le terrain	COPA	Continu
	Démarrer les formations en alphabétisation des bénéficiaires du projet qui ciblent prioritairement les femmes et les jeunes. (**)	Réalisé. les formations ont démarré entre décembre 2014 et janvier 2015	Coordo / COPA	1 ^{er} trimestre 2015
	(**) Recommandations reconduite une première fois lors de la supervision de mai 2014 et non réalisées			

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/ Sous-composante ou produit		Période: 01/01/2015 au 30/04/2015						
Domaines d'intervention	Activités	Indicateurs	Unité	Cible PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) non pondéré)	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)	
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							3%	2%
Volet : Accès aux facteurs de production						0%		
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 888 ha de riz irrigué								
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	44.4	-	0%		
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	133.2	-	0%		
		Quantité d'Urée	tonne	88.8	-	0%		
		Quantité d'herbicide	litre	444.0	-	0%		
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de NPK	tonne	133.2	-	0%		
		Quantité d'Urée	tonne	88.8	-	0%		
		Quantité d'herbicide	litre	444.0	-	0%		
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 570 ha de maïs								
Appui aux OPA pour la production de masse de maïs	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	14.3	-	0%		
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants, produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	85.5	-	0%		
		Quantité d'Urée	tonne	57.0	-	0%		
		Quantité d'herbicide	litre	2,280.0	-	0%		
		Nbre de pulvérisateurs	U	302.0	-	0%		
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences,	Quantité de semences R1	tonne	14.3	-	0%		

	fertilisants, produits phytosanitaires et pulvérisateurs	distribuée aux producteurs					
		Quantité de NPK	tonne	85.5	-	0%	
		Quantité d'Urée	tonne	57.0	-	0%	
		Quantité d'herbicide	litre	2,280.0	-	0%	
		Nbre de pulvérisateurs	U	302.0	-	0%	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère de 15,6 ha (3 sites PPMS)							
Appui aux OPA pour la production de cultures maraîchères	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences dans les magasins des OPA	Quantité de semences de cultures maraichères livrées	kg	7.8	-	0%	
	Financer l'acquisition et pré-positionner les fertilisants et produits phytosanitaires dans les Chefs-lieux de Département	Quantité de fertilisants livrés (NPK + Urée)	tonne	9.4	-	0%	
		Quantité de fongicides	tonne	0.5	-	0%	
		Quantité d'insecticide 1	litre	15.6	-	0%	
		Quantité d'insecticide 2	kg	93.6	-	0%	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences distribuée	kg	7.8	-	0%	
		Quantité de fongicide distribuée	tonne	9.4	-	0%	
		Qté de fertilisants distribuée	tonne	0.5	-	0%	
		Qté d'insecticide 1 distribuée	litre	15.6	-	0%	
		Qté d'insecticide 2 distribuée	tonne	93.6	-	0%	
Information/sensibilisation des populations	informer et sensibiliser les populations sur les objectifs et stratégie d'intervention du programme PROPACOM	Nbre de séance	U	28	-	0%	

	(Ouest)						
Production de matériel végétal R1	Sensibiliser les paysans-semenciers sur la nécessité de se regrouper pour la prise en charge des activités de production de matériel végétal du PROPACOM	Nbre de séance	U	7	-	0%	
Volet : Mécanisation de l'Agriculture						0%	
Appui aux OPA et CGA pour l'acquisition de matériels de mécanisation	Financer l'acquisition de matériel de mécanisation	Nbre de motoculteur	U	70.0	-	0%	
		Nbre de batteuse-vanneuse	U	28.0	-	0%	
		Nbre de motopompe	U	1.0	-	0%	
Volet : Appui-Conseil						11%	
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de riz irrigué	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	888.0	-	0%	
		Nbre de producteurs encadrés	U	1,776	-	0%	
		Nbre de producteurs formés in situ	U	710	-	0%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de maïs	Superficie de Maïs	ha	570.0	-	0%	
		Nbre de producteurs encadrés	U	570	-	0%	
		Nbre de producteurs formés in situ	U	228	-	0%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production maraîchère	Superficie de Maraîchers	ha	19	-	0%	
		Nbre de producteurs encadrés	U	76	-	0%	
		Nbre de producteurs formés in situ	U	76	-	0%	
	Elaborer des supports de formation adaptés aux producteurs par spéculation	Nombre de supports élaborés	U	1	-	0%	
Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil	Contribuer à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil à travers la convention PROPACOM/ADDR	Nbre d'ex-combattants	U	572	180.0	31%	
		Nbre de projets communautaires	U	40	65.0	100%	

Volet : Aménagements hydro-agricoles						9%	
Réhabilitation du barrage de Kpato	Achever la réhabilitation du barrage de Kpato	Barrage réhabilité	U	1.0	1.0	100%	
	Contrôler les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato	Nbre de rapport de fin chantier	U	1.0	-	0%	
	Evaluer les travaux de réhabilitation et réaliser les études techniques des travaux confortatifs	Nbre de rapport d'évaluation	U	1.0	-	0%	
		Nbre de rapports d'étude	U	1.0	-	0%	
	Réaliser l'étude technique des aménagements en aval et l'étude d'impact environnemental et social	Nbre de rapports d'étude	U	1.0	-	0%	
Identification de sites	Achever l'étude d'identification des sites rizicoles et maraîchers	Nbre de rapport	U	1.0	-	0%	
Réhabilitation / aménagement de périmètres rizicoles	Réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013 / Etudes achevées)	Superficie aménagée	ha	136.0	-	0%	
		Superficie réhabilitée	ha	752.0	-	0%	
		Longueur de piste	Km	15.5	5.0	32%	
	Contrôler les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013 / Etudes achevées)	Nbre de rapport de chantier	U	12	4.0	33%	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (1080 ha issus des CRC 2013)	Nbre de rapport d'étude	U	3	1	33%	
	Réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles sur 25% des superficies étudiées (issus des CRC 2013)	Superficie aménagée	ha	270	0	0%	
		Piste d'accès créée ou reprofilée	Km	10	0	0%	
	Contrôler les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles issus des CRC 2013	Nbre de rapport de chantier	U	5	0	0%	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (708 ha sites issus	Nbre de rapport d'étude	U	3.0	-	0%	

	des CRC de 2014)						
Appui à la valorisation de sites maraichers du PPMS au système d'irrigation goutte à goutte	Réaliser les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte (3 sites choisis en 2013)	Superficie aménagée	ha	15.6	-	0%	
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	Km	4.0	-	0%	
	Contrôler les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système d'irrigation goutte à goutte (3 sites choisis en 2013)	Nbre de rapport de chantier	U	8.0	-	0%	
Réhabilitation / aménagement de périmètres maraichers	Réaliser les études techniques d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte sur 19 ha (issus des CRC 2013)	Nbre de rapport d'étude	U	3.0	1.0	33%	
	Réaliser les travaux d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte (sites issus des CRC 2013)	Superficie aménagée	ha	19.0	-	0%	
		Piste d'accès créée ou reprofilée	Km	2.0	-	0%	
	Contrôler les travaux d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte (sites issus des CRC 2013)	Nbre de rapport de chantier	U	5.0	-	0%	
	Réaliser les études techniques d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte sur 55 ha (sites issus des CRC de 2014)	Nbre de rapport d'étude	U	3.0	-	0%	
Achèvement des sites maraichers du PPMS	Réaliser les travaux d'achèvement de 7 sites maraichers du PPMS	Superficie aménagée	ha	19.3	-	0%	
		Nombre de sites	U	7.0	-	0%	
	Contrôler les travaux d'achèvement de 7 sites maraichers du PPMS	Nbre de rapport de chantier	U	5.0	-	0%	
	Actualiser les études techniques relatives aux travaux d'achèvement des 17 sites maraichers résiduels du PPMS sur 38,6 ha	Nbre de rapport d'étude	U	2.0	-	0%	
Valorisation et mise en marché						8%	2%
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation							7%

Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Apporter un appui à l'acquisition et à l'installation des équipements de transformation/ commercialisation	Nbre de Décortiqueuses	U	1	-	0%	
		Nbre de Moulin	U	2	-	0%	
		Nbre de Balance	U	10	-	0%	
		Nbre de Egreneuses	U	24	-	0%	
		Nbre de Humidimètre	U	36	-	0%	
		Nbre de Sonde de prélèvement	U	57	-	0%	
		Nbre de Cageot en plastique	U	495	-	0%	
		Nbre de Bascule	U	58	-	0%	
		Nbre de Palette	U	1,232	-	0%	
		Nbre de sac vide de collecte	U	78,200	-	0%	
	Apporter un appui à la réhabilitation, à la conduite et à l'entretien de l'unité de séchage de produits maraichers de Fronan	nombre de fours réhabilités	U	4	-	0%	
		Nombre de personnes formées à la conduite et à l'entretien	U	4.0	-	0%	
	Organiser la participation des OPA aux foires et salons agricoles	Nombre de foires	U	4.0	1	25%	
	Réaliser les travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou	Lot d'équipement complémentaire	U	1.0	1	100%	
		Nombre de compteur électrique posé	U	2.0	-	0%	
		Nombre d'essais effectués	U	2.0	-	0%	
	Promouvoir l'ESOP de Bondoukou	une SARL créée	U	1.0	-	0%	
Volet : Système d'informations sur les marchés							
Volet : Infrastructures marchandes							0%

Construction / Réhabilitation d'infrastructures marchandes	Réaliser les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers issus des CRC de 2013	Nombre de bâtiment de mini-rizerie	U	2.0	-	0%	
		Nombre de magasin de stockage	U	6.0	-	0%	
		Nombre de centre de groupage	U	1.0	-	0%	
		Nombre d'abris pour centres de transformation produits divers	U	1.0	-	0%	
	Contrôler les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers issus des CRC 2013	Rapport de chantier	U	12.0	-	0%	
	Réaliser les travaux de construction de centres de groupage et abri d'unité transformation issus des CRC de 2014	Nombre de centre de groupage	U	4.0	-	0%	
		Abri d'unité transformation	U	1.0	-	0%	
	Contrôler les travaux de construction de centres de groupage et abri d'unité transformation issus des CRC de 2014	Rapport de chantier	U	6.0	-	0%	
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs							17%
Professionnalisation des Organisations de Producteurs	Assurer l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Nombre de bénéficiaires formés	U	300.0	450.0	100%	
	Suivre les activités alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Nombre de rapports	U	3.0	1.0	33%	
	Fournir l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnés en 2013	Nombre de dirigeants formés	U	342	-	0%	
		Nombre d'OPA constituées en SCOOP	U	23	-	0%	
		Nombre de comités spécialisés mis en	U	342	-	0%	

		place					
		Nombre de dirigeants formés	U	171	-	0%	
	Fournir l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnés en 2014	Nombre d'OPA constituées en SCOOP	U	11	-	0%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	U	171	-	0%	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs						12%	2%
Volet : Coordination						14%	
Manuels de base du PROPACOM	Actualiser les manuels de base du PROPACOM (procédures-admin, exécution, financement microprojets et S&E)	Nbre de manuel	U	4.0	-	0%	
Orientation et Pilotage du projet	Organiser les sessions du COP	Nombre de session du COP	U	2.0	-	0%	
	Organiser les sessions des CRC des antennes de Bkou, Bké et Kgo	Nbre de session des CRC	U	6.0	3.0	50%	
	Organiser les sessions des CRC des antennes de Man et Séguéla	Nbre de session des CRC	U	2.0	-	0%	
	Organiser les réunions mensuelles du comité ad hoc de suivi technique	Nbre de réunion	U	8.0	1.0	13%	
	Organiser les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nbre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	U	3.0	-	0%	
Coordination régionale de l'Ouest	Aménager les bureaux des antennes de Man et de Séguéla	Nbre d'antenne aménagée	U	2.0	-	0%	
	Equiper les bureaux des antennes de Man et de Séguéla en matériel et mobiliers de bureau	Nbre lot d'équipements	U	12.0	-	0%	
	Doter les antennes de Man et de Séguéla et l'UCP en matériel roulant	Nbre de pick up	U	4.0	-	0%	
		Nbre de station wagon	U	1.0	-	0%	
		Nbre de moto	U	2.0	-	0%	

Gouvernance du projet	Réaliser l'audit de l'exercice 2014	Nbre de rapport	U	1.0	1.0	100%	
Volet : Gestion						33%	
Fonctionnement de l'UCP	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel et aux fonctionnaires	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, entretien, abonnement, assurance auto, etc.)	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI	Nbre de mois	U	12	4	33%	
Volet : Suivi-Evaluation						0%	
ASAP / adaptation de la petite agriculture au changement climatique	Produire des brochures de communication sur l'adaptation au changement climatique	Nbre de lots de brochure	U	3	-	0%	
	Mener la sensibilisation et la communication sur le changement climatique	Nombre de séance	U	7.0	-	0%	
Programmation/ Planification	Organiser l'atelier d'impégnation du PROPACOM Ouest	Nbre d'atelier	U	1	-	0%	
	Organiser l'atelier de planification du PROPACOM Ouest	Nbre d'atelier	U	1	-	0%	
	Organiser l'atelier de lancement du PROPACOM Ouest	Nbre d'atelier	U	1	-	0%	
	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2015	Nbre d'atelier	U	1	-	0%	

	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2016	Nbre d'atelier	U	1	-	0%	
	Organiser les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	U	2	-	0%	
Volet : Gestion des savoirs						0%	
Visibilité/ communication, gestion des savoirs et de capitalisation des acquis	Mettre en œuvre la stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes du milieu rural	Nbre de lots support de communication	U	2	-	0%	
	Elaborer la stratégie de communication du projet	Nbre de stratégie	U	1	-	0%	
Renforcement des capacités du personnel	Former le personnel en planification opérationnelle et en SYGRI	Nbre de personnes formées	U	30	-	0%	
Genre et de l'inclusion des jeunes	Elaborer une stratégie de genre, ciblage et inclusion des jeunes	Nombre de stratégie	U	1	-	0%	
	TOTAL GENERAL					8%	5.78%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds (USD 000) au 15/05/2015

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	22 500,2	7 230,6	32,14
Government	5 409,0	392,1	7,25
Bénéficiaires	1 056,5	0,0	0,00
Total	28 965,6	7 622,7	26,32

IFAD Loan : 7 230 610,24 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 12/05/2015

Gouvernement : 224 661 106 FCFA soit 392 052,72 USD au taux de 1 USD = 573,038 FCFA au 15/05/15

Bénéficiaires : 0 FCFA

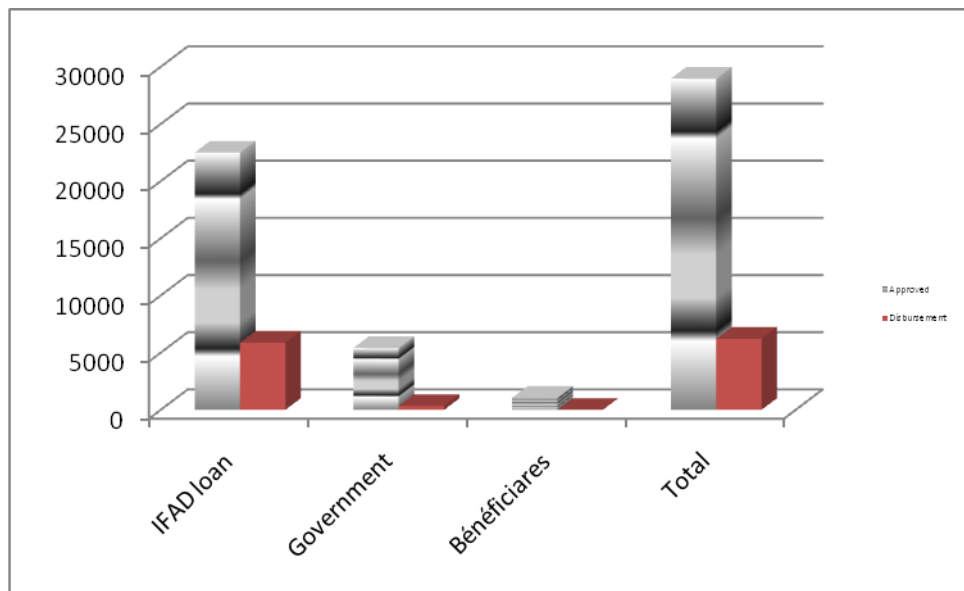


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 15/05/2015

Composantes	Accord FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 836,0	4 967,9	41,97	3 217,0	32,0	0,99	1 046,5	0,0	0,00	12 882,5	4 999,9	38,81
1.1. Accès au facteur de production	3 793	4 240,2	111,8	1 451	0,0	0,00	523,3	0,0	0,00	4 316,3	4 240,2	98,24
1.2. Aménagement hydro agricole	8 043	727,8	9,0	1 766	32,0	1,81	523,3	0,0	0,00	8 566,3	759,8	8,87
2. Valorisation et mise en marché	6 304,0	488,0	0,00	1 637,0	4,6	0,28	10,0	0,0	0,00	6 314,0	492,6	7,80
2.1. Valorisation des produits vivriers	1 530	127,3	8,32	355	4,0	1,13	0,0	0,0	0,00	1 530,0	131,3	8,58
2.2. Infrastructures marchandes et publiques	2 911	200,3	6,88	873	0,0	0,00	10	0,0	0,00	2 921,0	200,3	6,86
2.3. Professionnalisation des organisations de producteurs	1 863	160,3	8,61	409	0,6	0,15	0,0	0,0	0,00	1 863,0	160,9	8,64
3. Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs	4 360,0	1 774,7	40,70	555,0	355,5	64,05	0	0,0	0,00	4 360,0	2 130,2	48,86
3.1. Unité de Coordination du Programme	4 360	1 774,7	40,70	555	355,5	64,05	0,0	0,0	0,00	4 360,0	2 130,2	48,86
Total	22 500,0	7 230,6	32,14	5 409,0	392,1	7,25	1 056,5	0,0	0,00	28 965,5	7 622,7	26,32

IFAD Loan : 7 230 610,24 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) / Gouvernement : 224 661 106 FCFA soit 392 052,72 USD au taux de 1 USD = 573,038 FCFA au 15/05/15 / Bénéficiaires : 0 FCFA

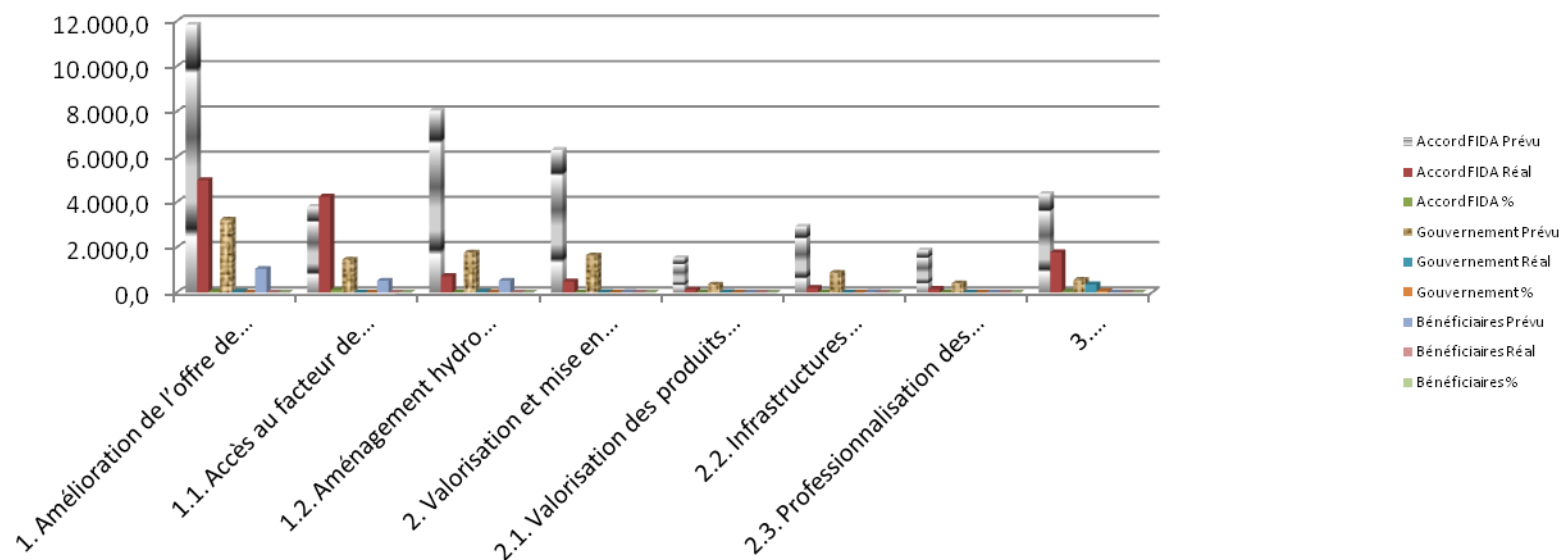
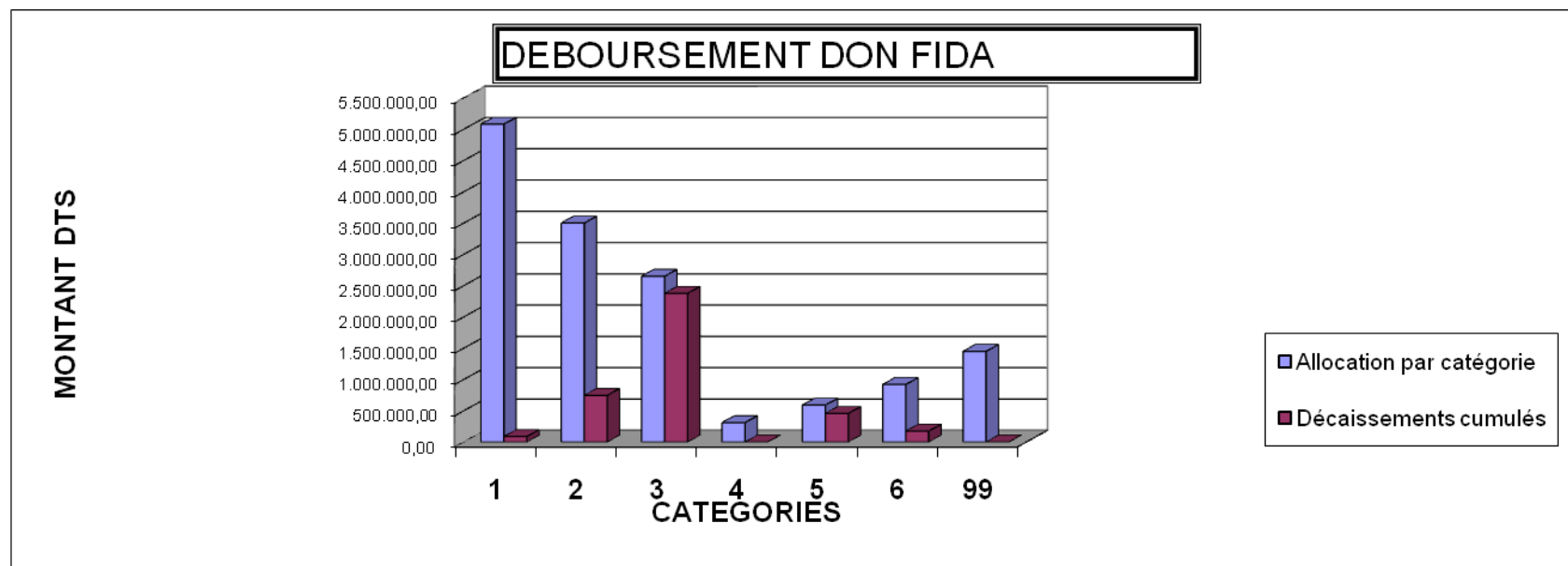


Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 15 mai 2015)

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

N°	Catégories	Original Allocation	Disbursement DRF n°1 à 11	Balance	%	W/A Pending (FIDA: DRF 12)	Total	%	Solde
1	Genie Civil et Rural	5 080 000	88 756,62	4 991 243,38	1,75	0,00	88 756,62	1,75	4 991 243,38
2	Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	745 633,67	2 754 366,33	21,30	0,00	745 633,67	21,30	2 754 366,33
3	Etudes, formation, information, assistance technique	2 650 000	2 376 651,00	273 349,00	89,68	216 901,87	2 593 552,87	97,87	56 447,13
4	Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	0,00	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
5	Salaires et indemnités	590 000	456 909,11	133 090,89	77,44	0,00	456 909,11	77,44	133 090,89
6	Coût de fonctionnement	920 000	173 886,42	746 113,58	18,90	0,00	173 886,42	18,90	746 113,58
99	Non alloué	1 450 000	0,00	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450 000,00
	Dépôt initial		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00	0,00	1 004 928,63	0,00	-1 004 928,63
	Total/Don	14 500 000	4 846 765,45	9 653 234,55	33,43	216 901,87	5 063 667,32	34,92	9 436 332,68

Au taux de 1 DTS = 813,943 FCFA au 15/05/2015 source <http://www.forexticket.com/fr/conversion/monnaie>



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 15/05/2015

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Annexe 2	Affectation du produit : b. « le partage des dépenses entre PROPACAOM et le PPRAREP »	15/08/2015	à mettre en œuvre	le partage des dépenses entre PROPACAOM et le PPRAREP n'est pas spécifié dans le manuel de procédures administratives, financières et comptables
Section 7.08, des conditions générales a) « assurance »	« L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'Agent principal du Projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du Projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales »		Réalisé	Un contrat multirisque professionnel pour les locaux a été signé en 2015 avec la Compagnie ASCOMA-GESTION AMSA

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Les principales initiatives en termes d'apprentissage sont essentiellement les cours d'alphabétisation fonctionnelle destinés à former les adultes ainsi que la fabrication de compostières pour la production d'engrais organiques moins chers que les engrais chimiques. Ces deux activités ont été initiées par le PRAREP mais vont se poursuivre dans le cadre du Propacom. L'introduction de paquets technologiques modernes de production est également une opportunité d'apprentissage pour les bénéficiaires sans compter toutes les activités relatives à l'accompagnement des OPA pour leur professionnalisation. Pour ce qui concerne le personnel du projet, le fait d'avoir décidé d'appuyer directement les OPA dans la confection de leurs documents de micro-projets au lieu recruter directement des consultants pour aider les OPA constitue une opportunité d'apprentissage pour le personnel de l'UCP. Ainsi on ne fera appel à des consultants que si des études de faisabilité technique et économique s'avèrent nécessaires.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

L'innovation la plus importante du projet, tel qu'indiqué dans le rapport de supervision précédent, demeure pour le moment l'élaboration d'une stratégie de communication ciblée pour une meilleure implication des femmes et des jeunes. Cette stratégie est en cours de mise en œuvre et la prochaine revue à mi-parcours devra en étudier les progrès.
